



*Partenariat Mondial pour
les Droits Humains LGBTI*

LA TRAJECTOIRE EN SPIRALE
DU MOUVEMENT LGBTI:
DES PROCESSUS DE
PAIX AUX AVANCÉES
LÉGALES ET JURIDIQUES
ET INVERSEMENT



Astraea LESBIAN FOUNDATION FOR JUSTICE

CRÉDITS

Rédaction: **Pascha Bueno-Hansen**

Assistante de recherche: **Melissa Monroy Agámez**

Constitutrices: **Brenda Salas Neves, Sophie Kreitzberg**

Relectrice: **Sabrina Rich**

Designer: **Six Pony Hitch**

Astraea, la Fondation Lesbienne pour la Justice est la seule organisation philanthropique qui travaille exclusivement à l'avancée des droits LGBTQI à travers le monde. Nous soutenons des centaines de partenaires bénéficiaires brillants et courageux aux États-Unis et à l'international, qui luttent contre l'oppression et sèment le changement social. Nous travaillons pour la justice raciale, économique, sociale et de genre, car tout le monde a le droit de vivre sa vie librement, sans peur et avec une profonde dignité.

Merci aux organisations ci-dessous qui ont contribué à cette recherche:

Santamaría Fundación

GLEFAS

Caribe Afirmativo

Corporación Viva la Ciudadanía

Red GPAZ

Corporación Viva la Ciudadanía

Armario Abierto

Grupo de Acción y Apoyo a Personas Trans

Red de Mujeres Trans del Eje Cafetero

Mujeres al Borde

Colombia Diversa

La Plataforma LGBTI por la Paz

Planeta Paz

Fondo Lunaria

Red Comunitaria Trans

Asociación Jóvenes Benkos Ku Suto

Raras y no tan Raras

Photo de couverture: Camilo Gómez, Sentiido

Pages 5, 11, 15, 37, 43: Felipe Alarcón, Sentiido

Pages 27, 47: Sentiido

Pages 3: Laura Weinstein, Firma Decreto Trans, Sentiido

Copyright © 2020 : Astraea Lesbian Foundation for Justice

Octobre 2020

TABLE DES MATIÈRES

2	PRINCIPAUX RÉSULTATS
5	INTRODUCTION
8	CHRONOLOGIE
11	TRAJECTOIRE DU MOUVEMENT
15	STRATÉGIES DU MOUVEMENT, VICTOIRES ET DÉFIS
16	Judiciaire
22	Politique
23	Socioculturel
27	PROCESSUS DE PAIX
33	DYNAMIQUES DE FERMETURE POLITIQUE
37	PRIORITÉS
41	RECOMMANDATIONS
42	Bailleurs de fonds
44	Chercheur·euse·s
45	MÉTHODOLOGIE

PRINCIPAUX RÉSULTATS

- ▶ **Trajectoire en spirale.** Les processus de paix ont rassemblé la population LGBTI dans sa diversité à deux reprises maintenant. Au cours du processus de paix initié par le Président Andrés Pastrana entre 1999 et 2001 avec les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC), le mouvement lesbien, gay, bisexuel, trans et intersexe (LGBTI) a atteint la reconnaissance nationale comme un secteur de la population. Avec le plus récent processus de paix initié en 2012 par le Président Manuel Santos, le mouvement a repris sa stratégie d’articulation de ses revendications avec la consolidation de la paix.
- ▶ **Avancées du mouvement.** La trajectoire des avancées du mouvement depuis 2000 montre une croissance extraordinaire dans les arènes judiciaire, politique et socioculturelle, notamment dans la jurisprudence nationale, l’usage de certains espaces juridiques internationaux, tels que la Cour Interaméricaine des Droits de l’Homme, le développement de politiques publiques LGBTI, la participation politique LGBTI, les campagnes de communication, les interventions sociales basées sur l’art et la culture, et la production de connaissances.
- ▶ **Principales stratégies.** Il existe plusieurs stratégies principales que les activistes LGBTI ont employées au cours des dernières décennies.
 - ▶ Le litige stratégique se concentre sur les contentieux qui peuvent faire avancer les droits des personnes LGBTI par le système judiciaire.
 - ▶ L’activisme législatif se concentre sur l’augmentation de la représentation des personnes LGBTI et sur le soutien aux candidat·e·s politiques qui portent les droits LGBTI.
 - ▶ Les activistes LGBTI ont également obtenu des avancées par le plaidoyer technocratique en tant qu’expert·e·s dans le développement, la supervision et l’évaluation de programmes et politiques dirigés vers la population LGBTI.
 - ▶ Les interventions socioculturelles, telles que les campagnes d’éducation du public, visent à changer les points de référence culturels et à combattre les stéréotypes.

- ▶ **Processus de paix.** Le processus de paix actuel a créé un précédent mondial avec l'inclusion de la population LGBTI. Les activistes LGBTI réalisent des percées dans les espaces technocratiques du processus de paix afin de garantir la représentation et d'assurer le suivi des politiques et des programmes inclusifs. Un large programme LGBTI pour la paix unifie des groupes LGBTI divers.
- ▶ **Contexte politique actuel.** La dynamique politique actuelle peut être caractérisée comme une fermeture politique et une fermeture des opportunités politiques de reconnaître et défendre les droits LGBTI. Dans le climat politique actuel d'attaques de la droite contre les défenseur-euse-s des droits humains LGBTI et les lois reconnaissant les droits LGBTI, les défenseur-euse-s des droits humains LGBTI continuent de pousser pour la mise en place de lois et de politiques publiques qui répondent aux besoins de la population LGBTI.
- ▶ **Priorités du mouvement.** Étant donné la vaste diversité au sein du mouvement LGBTI, les priorités sont classées en sept catégories:
 - ▶ Priorités dans une perspective régionale et territoriale
 - ▶ Priorités en ce qui concerne la formation de coalitions
 - ▶ Priorités pour travailler avec l'État
 - ▶ Priorités pour travailler avec la société civile
 - ▶ Priorités par rapport aux populations déplacées et réfugiées, et enfin
 - ▶ Priorités pour répondre aux défis du climat politique conservateur

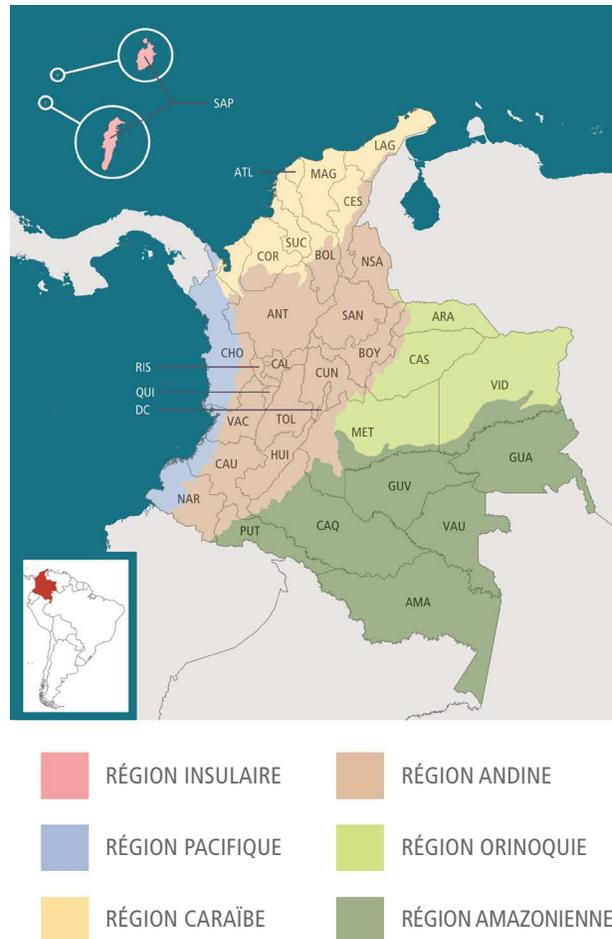


INTRODUCTION

■ Ce rapport offre une analyse approfondie des études de cas des organisations, mouvements et groupes lesbiens, gays, bisexuels, trans et intersexes (LGBTI) en Colombie. Une vue d'ensemble des avancées juridiques et politiques majeures de ces deux dernières décennies pose le contexte des dynamiques et des stratégies du mouvement. Par exemple, la Colombie dispose actuellement du plus grand nombre de personnes LGBTI élues de toute l'Amérique Latine et des Caraïbes. Les avancées massives dans la représentation politique et les droits LGBTI ont culminé entre 2014 et 2016 et ont précipité une réaction religieuse et politique conservatrice qui gagne du terrain depuis 2016.¹ Le climat politique menaçant peut être caractérisé par une diminution des opportunités de participation politique et par une violence ciblée contre les défenseur·euse·s des droits humains, y compris les activistes LGBTI.² Les stratégies du mouvement changent rapidement pour s'adapter au contexte politique mouvant, comme détaillé dans la section intitulée « Dynamiques de fermeture politique ».

Le climat politique actuel démontre une réaction conduite par l'élite contre les populations historiquement exclues qui ont fait de larges progrès dans leurs luttes pour l'accès à une pleine citoyenneté. Les groupes indigènes et afro-descendants constituent 15% de la population colombienne. Un quart de la population vit dans des zones rurales. 16.4% de la population colombienne vit sous le seuil d'extrême pauvreté et 45.5% de la population est pauvre.³ Cette population à la fois rurale, pauvre et de minorités raciales/ethniques a vu des avancées significatives de ses droits. Comme 84.2% de la population est métisse et 80% de la population vit dans des centres urbains,⁴ la crise politique actuelle met des problèmes historiques d'exclusion au premier plan de la société colombienne et remet en cause le statu quo.

L'économie de la Colombie dépend des exportations de matières premières, telles que le pétrole, le charbon, le café, le sucre, l'huile de palme et les fleurs. La priorisation des exportations d'énergies issues de



La Colombie est composée de cinq régions et de trente-deux départements administratifs. Les cinq régions sont la Pacifique, l'Andine, l'Amazonienne, l'Orénoquie et la Caraïbe. Outre les références aux régions et aux départements, ce rapport mentionne également les territoires. Les territoires sont des entités juridiques gouvernées par le droit public qui inclut les départements, les districts, les municipalités, les régions, les provinces et les territoires indigènes. Les territoires disposent d'une autonomie dans la gestion de leurs intérêts.⁵

l'extraction minière et du pétrole entre en conflit direct avec les droits territoriaux communautaires et les revendications territoriales, et ce problème sous-tend les conflits historiques colombiens et les déplacements massifs de population.

La propriété terrienne de Colombie est la plus disproportionnée de l'Amérique du Sud. L'accumulation historique des richesses de la

part des élites propriétaires terriennes coloniales se poursuit dans le présent avec la concentration actuelle de la propriété terrienne dans les mains d'un petit nombre.⁶ En conséquence, un des points les plus cruciaux et contestés de l'accord de paix actuel est la réforme agraire. Les groupes LGBTI en Colombie abordent ce problème via un cadre intersectionnel de Droits Économiques, Sociaux et Culturels (DESC) pour souligner les revendications des personnes LGBTI indigènes et afro-descendantes. En 1966, le Pacte International relatif aux Droits Économiques, Sociaux et Culturels (PIDESC) a mis en place ce cadre juridique afin de reconnaître les conditions de base nécessaires à la conduite d'une vie digne, y compris l'éducation, le logement, l'alimentation, l'eau, la santé, le travail, la culture et un environnement sain.⁷

Les groupes LGBTI sont à l'origine de recherches d'importance capitale afin de documenter et remédier aux écarts majeurs d'accès aux droits citoyens en Colombie, notamment le droit des groupes ethniques d'accéder à leurs territoires traditionnels, conformément à l'Arrêt T-652 de 1998 de la Cour Constitutionnelle. Dans un rapport historique de 2019 intitulé « ¡Es Ahora! Investigación de Derechos Económicos, Sociales y Culturales de personas afrodescendientes e indígenas LGBT, en cinco municipios de Colombia », les deux principaux groupes LGBTI, Colombia Diversa et Caribe Afirmativo, présentent des résultats sur le niveau d'« accès et satisfaction des personnes LGBT indigènes et afro-descendantes dans l'exercice de leurs droits à l'éducation, aux services de santé, au travail, à la famille et à la culture ».⁸ Comme l'affirme une activiste LGBTI, « la Colombie est un pays centralisé qui a concentré sa présence étatique dans la capitale, oubliant les réalités territoriales et laissant des vacances du pouvoir occupées par des acteurs armés illégaux. La solution de l'État ne peut pas se résumer au déploiement de la police, l'État doit repenser de nouvelles formes de participation dans les zones rurales. »⁹ Une des grandes priorités du mouvement LGBTI est de porter plus d'attention sur les luttes régionales et territoriales.

Bien que la Colombie soit une des plus anciennes démocraties de la région, elle a également souffert du plus long conflit armé. La trajectoire de constants changements constitutionnels et administratifs en Colombie depuis sa fondation en 1810 s'est manifestée par des divisions politiques et de la violence. Les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC) se sont formées il y a plus de cinquante ans, faisant d'elles le plus ancien groupe de guérilla de gauche. Il existe d'autres groupes armés, comme l'Armée de Libération Nationale (ELN) et le groupe paramilitaire Autodéfenses Unies de Colombie (AUC).

La violation des droits humains la plus courante au cours des dernières décennies est le déplacement des populations, avec 7,358,248 victimes d'après le Registre National des Victimes. 17% de la population colombienne a été déplacée.¹⁰ D'après la Banque Mondiale, la Colombie comptait une population de 49,648,685 personnes en 2018.¹¹ Les personnes LGBTI sont sur-représentées dans la population déplacée en raison des violences et de la menace de violences fondées sur les préjugés. La survie et le bien-être de cette population LGBTI déplacée est une priorité importante du mouvement LGBTI. Le processus de paix actuel est le premier au monde à inclure et se pencher sur l'impact du conflit armé interne sur la population LGBTI. En conséquence, le processus de paix actuel a ouvert la possibilité d'une plus grande inclusion politique par la construction d'un nouveau pacte social.¹²



Santamaría Fundación, 2019.

CHRONOLOGIE

Cette chronologie¹³ offre une vue d'ensemble des principaux événements, productions culturelles, personnalités, organisations, lois, décisions de justice et changements politiques qui ont marqué la trajectoire du mouvement LGBTI. Comme expliqué dans la section méthodologique, les références à Barranquilla et Pasto permettent d'aller au-delà de l'accent mis sur la capitale, Bogota.

- 1976** [] León Zuleta et Manuel Velandia fondent le Mouvement pour la Libération Sexuelle.
- 1977** [] León Zuleta fonde le journal « El Otro ».
- 1978** [] Des étudiants de l'Université d'Antoquia et de l'Université de Medellin créent un groupe d'étude gay, « GRECO », et construisent des alliances avec des groupes du mouvement féministe.
- 1980** [] Décriminalisation de l'homosexualité.
- 1982** [] Première marche des Fiertés à Bogotá.
- 1984** [] Premier défilé du Carnaval gay à Barranquilla (Guacherna gay).
- 1985** [] Le premier groupe qui travaille sur le VIH/SIDA est fondé : le Groupe d'Aide et d'Information sur le VIH/SIDA (GAI).
- 1991** [] La nouvelle Constitution colombienne inclut la reconnaissance et la protection des droits, libertés et opportunités des minorités.
- 1992** [] Jennifer Alexes of Villavicencio est la première femme trans à se présenter à une élection locale.
- 1993** [] Décision de la Cour Constitutionnelle d'accorder le changement de nom de Pamela Montaña (anciennement Carlos Montaña).
[] Le leader gay León Zuleta est assassiné.
- 1995** [] Le Groupe de Soutien et d'Étude de la Diversité de l'OrientatIon Sexuelle de l'Université Nationale, GAEDS-UN est fondé.
- 1996** [] Le premier groupe lesbien, Triángulo Negro, est fondé.

- 1997** Première publication du magazine « Acento » dirigé vers la population LGBTI.
- 1998** La Cour Constitutionnelle juge que l'orientation sexuelle des étudiants ne peut pas être un motif de refus du droit à l'éducation.
- 1999** La Cour Constitutionnelle se prononce en faveur de la protection des droits des homosexuels dans les forces armées.
Le premier groupe trans, Transer, est formé.
- 2000** La Cour Constitutionnelle se prononce en faveur de la protection du droit des homosexuels à la sécurité sociale pour les partenaires de même sexe.
Première marche trans à Bogotá.
- 2001** Le festival de cinéma LGBTI Ciclo Rosa est mis en place à l'Université Javeriana.
- 2005** La première faction LGBTI d'un parti politique en Amérique Latine est créée, le Polo Rosa du Polo Democrático Alternativo.
- 2006** Le premier centre communautaire LGBTI d'Amérique Latine ouvre à Bogotá.
- 2007** La Cour Constitutionnelle se prononce en faveur de la protection des droits patrimoniaux.
- 2008** La première maire ouvertement lesbienne, Blanca Inés Durán of Chapinero, est élue à Bogotá.
- 2009** La Police Nationale met en place la Directive 006, son premier engagement institutionnel contre la violence policière dirigée vers la population LGBTI.
La première politique publique LGBTI est mise en place à Bogotá.
- 2011** La Loi des Victimes et Restitution des Terres (1448) est la première loi qui reconnaît la population LGBTI dans des enjeux de résolution de conflit et de consolidation de la paix.
À Pasto, a lieu le premier Carnaval pour la reconnaissance des droits LGBTI.
- 2012** Les dialogues de paix entre le gouvernement colombien et les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC) démarrent à La Havane, Cuba.

2013

La Cour Constitutionnelle approuve les procédures chirurgicales pour les modifications corporelles des personnes trans.

2014

La première décision de la Cour de Justice et Paix dans l'affaire de Botalón reconnaît la population LGBTI comme victime des groupes armés.

La première sous-commission sur le genre est créée dans les dialogues de paix colombiens, qui inclut la population LGBTI pour la première fois au monde.

La Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme se prononce en faveur des droits patrimoniaux pour les partenaires de même sexe dans l'affaire Duque vs. Colombie

Pour la première fois, deux lesbiennes remportent un siège au Congrès : Claudia López et Angélica Lozano.

2015

Le Décret 1227 permet aux personnes trans de changer leur nom et assignation de sexe sur leur carte d'identité.

La Cour Constitutionnelle reconnaît l'impact dévastateur du harcèlement scolaire en raison de l'affaire de Sergio Urrego, qui s'est suicidé à cause du harcèlement qu'il subissait. La Cour Constitutionnelle ordonne au Ministère de l'Éducation de créer une politique publique pour prévenir le harcèlement.

La Cour Constitutionnelle approuve l'adoption par des partenaires de même sexe.

Pour la première fois, cinq personnes LGBTI remportent des sièges dans des élections locales : Carolina Giraldo, femme bisexuelle et conseillère municipale de Pereira (Risaralda) ; Juliana Rojas, femme trans et conseillère municipale de Chaparral (Tolima) ; Edison Bermudez, homme gay et conseiller municipal de Chaparral (Tolima) ; Angela María Castillo, femme lesbienne et conseillère municipale de Miranda Cauca ; et Julián Bedoya, homme gay et maire de Toro (Valle).

2016

La Cour Constitutionnelle approuve le mariage égalitaire.

L'accord de paix reconnaît les victimes LGBTI.

Le Registre d'État Civil reconnaît les enfants de parents du même sexe sur le certificat de naissance.

2017

Le conseil municipal de Baranquilla reconnaît la Guacherna gay comme héritage culturel de la ville.

2018

Première fois qu'un homme gay est élu au Congrès : Mauricio Toro.

2019

La population LGBTI obtient un espace au Carnaval des Noirs et Blancs à Pasto.



TRAJECTOIRE DU MOUVEMENT

■ Comme le formule Wilson Castañeda, le directeur de Caribe Afirmativo, le moment contemporain de 2019 marque une trajectoire en spirale. Au cours du processus de paix initié par Andrés Pastrana en 1999 avec les FARC, le mouvement LGBTI a obtenu la reconnaissance nationale comme un secteur de la population. Les activistes LGBTI se sont alors mobilisé·e·s pour atteindre d'incroyables avancées politiques et judiciaires au cours des dernières décennies. Maintenant, avec le dernier processus de paix initié en 2012 par le Président Manuel Santos, le mouvement est revenu à une stratégie d'articulation de ses revendications avec la paix. Les processus de paix ont rassemblé la population LGBTI dans sa diversité à deux reprises maintenant : d'abord entre 1999 et 2001, quand la société civile a travaillé à la construction d'un programme de paix au cours des pourparlers de paix de Pastrana ; et maintenant, avec le processus de paix actuel. Un large programme LGBTI pour la paix unifie des articulations du mouvement dispersées ; comme l'affirment les activistes LGBTI de Cali, « nous avons tous·tes été agressé·e·s dans ce conflit armé ». Chaque groupe se sert du cadre de la paix pour faire avancer son programme particulier de la façon la plus efficace possible, selon Marina Avendaño de la Plateforme LGBTI pour la Paix.

Ce rapport donne un aperçu d'histoires multiples qui contribuent à la trajectoire du mouvement LGBTI, dans l'objectif de diversifier les voix et d'amplifier celles qui ne sont pas toujours entendues. La chronologie démarre en 1976 pour honorer le rôle emblématique des « fondateurs » du mouvement, León Zuleta et Manuel Velandia. Avant la décriminalisation de l'homosexualité en 1980, le mouvement naissant se construisait dans des réseaux informels et de petits rassemblements. Les années 1980 et 1990 ont vu une expansion constante de la participation au mouvement, et pourtant celui-ci ne s'articulait toujours pas au niveau national.

Au cours des pourparlers de paix colombiens initiés par le Président Andres Pastrana en 1999 avec les FARC, l'organisation non-gouvernementale Planeta Paz s'est lancée dans la tâche herculéenne de développer un programme populaire pour la paix. Les secteurs de la population traditionnels, disposant d'une

reconnaissance nationale, tels que les syndicats, les peuples indigènes, la jeunesse, les paysans, les femmes et les afro-descendants, ont rapidement répondu à l'appel. Le directeur de Planeta Paz, sensibilisé à la lutte de la population LGBTI par le fait d'avoir une sœur lesbienne, a fait l'effort d'inviter des personnes LGBTI à prendre part au processus. Le groupe de 63 activistes venu·e·s de 11 villes qui en a résulté était composé d'homme gays, avec quelques lesbiennes et personnes bisexuelles et une personne trans.¹⁴ Au cours des quelques jours de leur rencontre, le groupe s'est dénommé secteur de la population LGBTI, marquant la première fois qu'un groupe auto-identifié LGBTI affirmait sa présence au niveau national. Comme le remarque l'activiste intellectuel José Fernando Serrano, « la consolidation de la paix peut permettre l'émergence d'acteurs sociaux qui auparavant n'étaient pas considérés comme des acteurs légitimes du changement social. ».¹⁵

Bien entendu, il est crucial de reconnaître les façons par lesquelles cette première affirmation du secteur LGBTI reflète les hiérarchies de la société, avec une concentration d'hommes à la peau claire, urbains, de classe moyenne à supérieure et valides. De plus, la composition du secteur reflète l'écart persistant entre les personnes trans et les hommes gays et les femmes lesbiennes, qui a à voir avec le statut de classe. En raison d'une série d'événements misogynes et transphobes survenus au sein du secteur LGBTI au cours des ateliers de Planeta Paz, les femmes lesbiennes, bisexuelles et trans ont quitté le secteur pour former un réseau, Nosotras LBT. Le groupe a dénoncé le sexisme du secteur, pratiqué par le groupe composé d'une majorité d'hommes gays.¹⁶

Les personnes impliquées dans la création du secteur LGBTI de la population ont tiré parti autant qu'elles le pouvaient des opportunités politiques, même si le mouvement était largement fragmenté en termes de structure nationale. Surtout, l'émergence du secteur LGBTI de la population est à relier directement au développement de politiques publiques LGBTI en Colombie au cours de ces quinze dernières années.¹⁷ Un des outils les plus précieux obtenus grâce au processus de mise en place d'un programme national de paix a été le travail transversal à différents secteurs. Chaque

secteur a développé ses priorités pour un programme national de paix, puis a discuté de ses principes avec les autres groupes sectoriels. En conséquence, le secteur LGBTI a échangé des idées avec des activistes représentant un large pan de la société civile qui n'avaient jamais eu l'occasion de partager un tel espace. C'était une expérience enrichissante et éducative pour toutes les parties qui a renforcé une approche de coalition pour réaliser le changement.

En général, la construction de coalitions est la stratégie de renforcement du mouvement que les activistes soulignent. Cette stratégie consiste à créer des liens avec d'autres mouvements, tels que les mouvements des femmes et féministes, pour définir des questions d'intérêt commun et ensuite consolider les efforts d'activisme et de plaidoyer.

La trajectoire du mouvement LGBTI ne peut pas être généralisée en un seul processus, étant donné les expériences extrêmement différentes entre les contextes urbains et ruraux. Comme le conflit armé a touché intensément les zones rurales et que le mouvement LGBTI se concentre davantage dans les centres urbains, la préoccupation envers le conflit armé était minime pour une grande partie du mouvement, selon les activistes LGBTI des zones rurales. Le mouvement urbain a fait de grandes avancées vers des victoires clés, telles que le droit

La trajectoire des avancées du mouvement depuis les années 2000 montre une croissance extraordinaire dans les arènes judiciaire, politique et socioculturelle, notamment dans la jurisprudence nationale, l'usage de certains espaces juridiques internationaux, tels que la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme, le développement de politiques publiques LGBTI, la participation politique LGBTI, les campagnes de communication, les interventions sociales basées sur l'art et la culture, et la production de connaissances.

pour les couples de même sexe à l'adoption (2015) et au mariage égalitaire (2016).

Les différences (précédemment mentionnées) d'expériences, de préoccupations et de revendications entre les personnes trans, les hommes gays, les personnes bisexuelles, les personnes intersexes et les femmes lesbiennes sont une autre raison pour laquelle la trajectoire du mouvement LGBTI ne peut pas être généralisée en un seul processus. La population trans a fondé son premier groupe, Transer, en 1999. En raison du manque d'informations disponibles au sujet du mouvement trans, le plan de recherche pour ce rapport inclut le sondage de cinq organisations trans autonomes et communautaires différentes dans cinq régions différentes de Colombie. Toutes les organisations signalent le manque de documentation systématisée du mouvement trans (voir la section méthodologique). Les informations éparses rassemblées par les groupes trans passent à travers des conversations informelles.

Souvent, les activistes trans se trouvent en conflit direct avec le mouvement LGBTI plus dominant car leurs priorités, telles que mettre fin à l'extrême pauvreté, à la violence et à la discrimination ou l'obtention d'une reconnaissance légale de leurs identités, ou encore l'accès à une attention médicale respectueuse, ne coïncident pas toujours avec le programme de l'égalité du mariage, par exemple. Pour illustrer davantage cette division, les tensions autour de l'exclusion trans de la Marche des Fiertés annuelle ont éclaté en 2000, quand les personnes trans ont inauguré leur propre marche trans dans le quartier pauvre de Santa Fe de la ville de Bogotá, où elles sont nombreuses à vivre. Ces dernières années, des groupes trans dans des villes régionales ont également commencé à célébrer des marches trans.

De plus, les expériences de construction du mouvement des personnes LGBTI dans des cadres ruraux en particulier ont leurs propres trajectoires collectives et locales, qui sont rarement documentées, notamment parce que les façons locales de nommer et de comprendre les genres et sexualités non-normatifs ne correspondent pas toujours aux

catégories identitaires LGBTI dominantes. Par exemple, à Magdalena Medio, il y a certains termes qui circulent, notamment travestis, marica, machorras et boletosas.¹⁸ Parmi le peuple indigène Wayuú et les personnes afro-descendantes, il y a les termes machorrina, power et marica.¹⁹ Un récent projet de recherche conduit par Colombia Diversa et Caribe Afirmativo illustre la soigneuse attention requise pour aborder les vies, les récits et les revendications des personnes LGBTI racisées en zones rurales. Cette recherche a abouti en 2019 avec le livre ¡Es Ahora! Investigación de Derechos Económicos, Sociales y Culturales de personas afrodescendientes e indígenas LGBT, en cinco municipios de Colombia. Ce livre suggère qu'une telle approche doit être mise en place avec les conceptions locales du territoire, du monde, de la collectivité, de la culture, du genre, de la sexualité et des droits positifs.



STRATÉGIES DU MOUVEMENT,
VICTOIRES ET DÉFIS

■ Les avancées du mouvement LGBTI au cours des deux dernières décennies dans les domaines juridique et politique ont été spectaculaires. Pourtant, de nombreux-es activistes déclarent que les avancées sur le papier ne se sont pas manifestées dans la vie réelle de la plupart des personnes LGBTI. Il existe de nombreuses difficultés, notamment la pleine mise en place des lois et des politiques et la transformation des références socioculturelles qui dominent la société et les médias.

Il existe plusieurs stratégies clés que les activistes LGBTI ont employées lors des dernières décennies.

- ▶ **Le litige stratégique** se concentre sur les contentieux qui peuvent faire avancer les droits des personnes LGBTI par le système judiciaire.
- ▶ **L'activisme législatif** se concentre sur l'augmentation de la représentation des personnes LGBTI et sur le soutien aux candidat-e-s politiques qui portent les droits LGBTI.
- ▶ Les activistes LGBTI ont également obtenu des avancées par le **plaidoyer technocratique en tant qu'expert-e-s** dans le développement, la supervision et l'évaluation de programmes et politiques dirigés vers la population LGBTI.
- ▶ **Les interventions socioculturelles**, telles que les campagnes d'éducation publique, visent à changer les points de référence culturels et remettre en question les stéréotypes.

Au sein des diverses articulations du mouvement LGBTI, il existe de multiples défis persistants, tels que le besoin de transmission inter-générationnelle des connaissances militantes et le besoin de réparer

les lignes de faille du mouvement, autour de la classe sociale, de la race et de la géopolitique.

Le mouvement est également touché par les tensions persistantes entre différentes approches de concrétisation du changement. Les programmes les plus libéraux priorisent la réforme des politiques et des lois et reflètent généralement les intérêts des composantes les plus institutionnalisées du mouvement, telles que les grandes organisations non-gouvernementales avec un accès à des sources de financement. Le personnel de ces organisations est typiquement composé de professionnel-le-s et d'expert-e-s hautement qualifié-e-s dans les domaines des droits LGBTI. La plupart ont des compétences de plaidoyer aiguisées et sont en contact quasi-permanent avec les fonctionnaires d'État au sujet des politiques publiques, des lois et des affaires juridiques. Ce secteur du mouvement reflète un niveau élémentaire d'accès aux droits de citoyenneté et de leur défense.

Les programmes les plus radicaux au sein du mouvement se concentrent sur une réponse à la lutte quotidienne pour la survie et sur la perturbation des hiérarchies de pouvoir. La plupart de ces activistes viennent des classes sociales inférieures, avec un accès moindre aux études supérieures et à un emploi stable. Les expériences quotidiennes de discrimination, de violence et d'exclusion de l'accès au logement, aux services médicaux et à l'emploi définissent un programme ancré dans un appel général à la justice sociale et à l'élimination de la pauvreté. Ce sont généralement des petits groupes et collectifs autonomes qui défendent ces programmes plus radicaux et qui le font avec peu ou pas de financements externes.

JUDICIAIRE

En moins de trois décennies, la Colombie a mis en place un large éventail de mesures légales pour défendre et garantir les droits LGBTI, au moyen notamment de lois, de décisions judiciaires et de décisions de la Cour Constitutionnelle. La Colombie a un système judiciaire historiquement fort, affirmé, indépendant et progressiste.²⁰

Les deux principales stratégies militantes employées

dans ce domaine sont le litige stratégique et le plaidoyer technocratique. Le litige stratégique se concentre sur les contentieux qui peuvent faire avancer les droits des personnes LGBTI par le système judiciaire. Les activistes LGBTI se sont engagé·e·s avec énergie dans le litige stratégique sur des questions essentielles telles que l'égalité du mariage, avec des résultats positifs. Entre 1993 et 2018, la Cour Constitutionnelle a prononcé plus de 155 décisions en faveur de l'inclusion de la communauté LGBTI.²¹

Les activistes LGBTI ont également obtenu des avancées grâce au plaidoyer technocratique, comme expert·e·s dans le développement, la supervision et l'évaluation de programmes et politiques consacrés à la population LGBTI. Outre une vue d'ensemble des avancées juridiques majeures, cette section résume les défis en cours, en particulier dans le domaine de la coexistence citoyenne et du rôle de la police nationale, des forces armées et de l'institut national pénitentiaire et carcéral. La coexistence citoyenne se base sur les droits fondamentaux stipulés dans la Constitution colombienne de 1991 et se réfère aux normes d'harmonie, de respect et de bien-être qui régulent la société colombienne et ses citoyen·ne·s. Le plaidoyer technocratique est un outil important qui a permis d'affronter les défis persistants dans le domaine de la coexistence citoyenne.

Premières victoires juridiques

L'homosexualité a été décriminalisée en 1980, marquant un tournant décisif dans le statut juridique des gays et des lesbiennes. La Constitution colombienne de 1991 a été une autre étape extrêmement importante dans la reconnaissance des droits LGBTI. L'Article 13 stipule que « toutes les personnes sont nées libres et égales devant la loi, recevant la même protection et le même traitement par les autorités et bénéficiant des mêmes droits, libertés et opportunités, sans discrimination en raison du sexe, de la race, des origines nationales ou familiales, de la langue, de la religion, de l'opinion politique ou philosophique. »²² Bien que la Constitution, multiculturelle et pluriethnique, ne mentionne pas spécifiquement l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre ou la diversité

corporelle, son large cadre contient la possibilité d'inclure la population LGBTI.²³

Litige stratégique et Cour Constitutionnelle

Les avancées juridiques colombiennes via la cour constitutionnelle se divisent essentiellement en deux phases, comme le montre le tableau ci-dessous. L'avocat gay Germán Humberto Rincón Perfetti explique que la première phase, entre 1993 et 2007, se caractérise par les avancées juridiques des droits des personnes LGBTI.²⁴ En 1994 et en 1996, la Cour Constitutionnelle a précisé le lien dans la Constitution de 1991 entre l'orientation sexuelle, la dignité humaine, le libre et plein développement de la personnalité humaine et le droit de toutes les personnes LGBTI à leurs droits fondamentaux en tant qu'êtres humains.²⁵ Ces importantes victoires ont posé le cadre pour le développement du mouvement et pour les avancées juridiques suivantes via la cour constitutionnelle.

La deuxième phase, entre 2007 et 2016, est caractérisée par les avancées juridiques pour les couples LGBTI, mais aussi par la reconnaissance des dommages infligés aux personnes LGBTI dans le contexte des conflits armés. En ce qui concerne le contexte des conflits armés, la Loi des Victimes et Restitution des Terres (1448) de 2011 est la première loi qui inclut la reconnaissance et la protection des personnes LGBTI et une analyse de l'impact du conflit armé en fonction du genre.²⁶ De plus, l'affaire Botalón de 2014 a été la première à reconnaître la communauté LGBTI comme victime de violations des droits humains perpétrées par des forces paramilitaires.²⁷



Festival de sport à Soledad, Caribe Afirmativo, 2019.

VICTOIRES JURIDIQUES CLÉS

Première phase des avancées juridiques 1993-2007

- 1993** Décision de la Cour Constitutionnelle d'accorder le changement de nom de Pamela Montaña (anciennement Carlos Montaña).
- 1998** La Cour Constitutionnelle juge que l'orientation sexuelle des étudiants ne peut pas être un motif de refus du droit à l'éducation.
- 1999** La Cour Constitutionnelle se prononce en faveur de la protection des droits des homosexuels dans les forces armées.
- 2000** La Cour Constitutionnelle se prononce en faveur de la protection du droit des homosexuels à la sécurité sociale pour les partenaires de même sexe.

Deuxième phase des avancées juridiques 2007-2016

- 2007** La Cour Constitutionnelle se prononce en faveur de la protection des droits patrimoniaux.
- 2015** La Cour Constitutionnelle reconnaît l'impact dévastateur du harcèlement scolaire en raison de l'affaire de Sergio Urrego, qui s'est suicidé à cause du harcèlement qu'il subissait. La Cour Constitutionnelle ordonne au Ministère de l'Éducation de créer une politique publique pour prévenir le harcèlement.
- 2015** La Cour Constitutionnelle approuve l'adoption par des partenaires de même sexe.
- 2016** La Cour Constitutionnelle approuve l'égalité du mariage.

ÉDUCATION—DIFFICULTÉS QUAND LES LOIS NE SONT PAS CORRECTEMENT MISES EN PLACE

Bien que les victoires juridiques atteignent tous les aspects de la société, leur influence dans le domaine de l'éducation est particulièrement importante. Au milieu des années 2000, les politiques éducatives sont devenues le point de départ d'un débat majeur qui a modifié le climat politique de la Colombie. En 2013, le Congrès a voté une loi (1620), créant ainsi le Système National de Coexistence Scolaire. Cette loi ordonne aux institutions éducatives de prendre des mesures délibérées pour réduire le harcèlement et l'intimidation scolaires. D'abord, les écoles ont dû créer des comités de coexistence scolaire afin de promouvoir les droits humains et les droits sexuels et reproductifs. Ensuite, les écoles ont eu la responsabilité de créer une stratégie pour prévenir le harcèlement et la violence et pour enquêter sur les affaires de harcèlement et de violence. Cette loi reconnaît spécifiquement la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre comme un des nombreux facteurs liés au harcèlement et à la violence en contexte scolaire.

La mauvaise mise en place de cette loi a été mise en relief en 2015 avec l'affaire de Sergio Urrego, un garçon gay de seize ans qui s'est suicidé en raison de discriminations persistantes de la part de la direction de son école. Avant le suicide de ce jeune, sa mère avait rapporté la situation au Secrétaire de l'Éducation, mais cette institution d'État n'a pris aucune mesure pour régler le problème. La Cour Constitutionnelle a déterminé que Sergio Urrego avait été discriminé et que cette discrimination était généralisée dans toutes les institutions scolaires colombiennes. En conséquence, la Cour Constitutionnelle a ordonné au Ministère de l'Éducation de « former un Comité de Coexistence Scolaire, créer un système d'information unifié de coexistence scolaire, mettre en place des protocoles de prise en charge intégrale des affaires de harcèlement et réviser tous les manuels de coexistence nationaux pour garantir le respect l'orientation sexuelle et l'identité de genre des étudiant-e-s. »²⁸ Le résultat de ce changement majeur dans le programme du Ministère de l'Éducation est devenu le point de départ d'un conflit national, dans lequel la droite conservatrice religieuse et politique est parvenue à positionner son programme, comme on le verra dans la section sur la dynamique de fermeture politique.

La coexistence scolaire pour la jeunesse part du concept plus large de coexistence citoyenne. La coexistence citoyenne est administrée par la Police Nationale, les Forces Armées, et dans le cas des personnes incarcérées, l'Institut National Pénitentiaire et Carcéral.

Coexistence Citoyenne et Police Nationale

En général, les personnes LGBTI ont fait l'expérience historique, persistante, systématique et généralisée des mauvais traitements de la part de la Police Nationale. Bien que la Police Nationale ait fait des efforts pour régler ce problème et garantir le bien-être et la sécurité des personnes LGBTI par la Directive 013 de 2019, les rapports entre la police et les citoyen-ne-s

LGBTI sont toujours très mauvaises. Par exemple, des membres de l'organisation Santamaría Fundación à Cali expliquent que leurs efforts pour se livrer au plaidoyer technocratique et pour construire un dialogue avec la Police Nationale n'ont pas porté de fruits. Selon le Code de la Police Nationale et de la Coexistence de 2016, le travail du sexe doit être régulé et organisé par une procédure consultative incluant le maire, la police et des représentant-e-s de groupes de la société civile concernés. Bien que la Santamaría Fundación ait poussé pour que cette procédure ait lieu, celle-ci n'a pas démarré.

Coexistence Nationale et Incarcération

L'impact négatif de la Police Nationale sur la coexistence citoyenne des personnes LGBTI est

similaire à celui du traitement des personnes LGBTI privées de liberté par l'Institut National Pénitentiaire et Carcéral. Les mauvais traitements quotidiens des personnes LGBTI incarcérées est cause d'indignation et de scandale, ainsi que de profonde défiance envers l'organe étatique mandaté pour superviser et garantir la coexistence citoyenne. Les organisations LGBTI se sont lancées dans la lutte pour la défense des droits des personnes LGBTI incarcérées. Par exemple, Colombia Diversa a récemment gagné une importante affaire de défense des droits d'une lesbienne incarcérée, Marta Álvarez, aux visites conjugales, et l'État a présenté des excuses publiques, des réparations et une réforme des règlements pénitentiaires.

Bureau du Procureur Général

En 2012, le bureau du procureur général est devenu le secrétaire technique d'un bureau intergouvernemental fraîchement créé pour traiter les affaires urgentes concernant la population LGBTI. Le mandat demandait de servir la population LGBTI, défendre les affaires de violations des droits humains et agir pour améliorer la qualité de vie, ainsi que protéger et garantir les droits et libertés de cette population.²⁹ En 2014, le bureau du procureur général a mis en place une « Équipe de Genre et Approche Différenciée », dédiée à créer des lignes directrices pour enquêter sur des affaires de crimes motivés par l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre de la victime. En 2015, le bureau du procureur général a nommé Mauricio Noguera contact LGBTI.³⁰

Stratégie juridique dans le contexte politique actuel

S'appuyant sur la classification des avancées juridiques en périodes de l'avocat gay Germán Humberto Rincón Perfetti, la phase actuelle qui a commencé en 2016 peut être décrite comme une période à la fois de mise en place des droits gagnés de haute lutte et de défense contre la montée d'un programme conservateur politique et religieux visant à éliminer les droits LGBTI. Comme l'affirment les activistes et les défenseur·euse·s du mouvement LGBTI, bien que

les lois existent, il faut s'engager dans énormément de plaidoyer pour garantir leur application. Les activistes LGBTI ne doivent pas seulement défendre constamment des droits durement conquis, illes doivent aussi sensibiliser la population LGBTI générale à ces droits et l'encourager à les faire valoir.

Certaines des stratégies juridiques pour la mise en place sont les actions en responsabilité, les demandes de protection et les mesures de conformité et d'application. En termes d'application, une autre stratégie importante consiste à créer des mécanismes de surveillance et des groupes de vigilance qui participent au plaidoyer technocratique. Des membres de Santamaría Fundación ont décrit leur expérience de soutien à la fondation du Conseil de Sécurité et des Droits Humains de la ville de Cali. « Ce Conseil est le résultat du plaidoyer politique et juridique, il a pour objectif de faciliter le travail collaboratif entre les différentes agences d'État responsables de la sécurité et de la justice, le gouvernement local et le Bureau du Ministère Public pour identifier, prendre en charge et prévenir les violations des droits humains de la population LGBTI. » En outre, il existe une autre stratégie juridique : le contentieux auprès de la Cour Constitutionnelle au moyen des droits économiques, sociaux et culturels pour défendre les personnes trans contre les discriminations dévastatrices dans les domaines de la santé, de l'éducation et du logement, particulièrement dues au manque d'application des politiques publiques LGBTI.



Marcha del Sur à Bogotá, Mujeres al Borde, 2017.

Actuellement, les deux principales priorités pour les activistes sont la création d'une loi d'identité de genre plus complète et d'un système national pour documenter les violations des droits humains de la population LGBTI.

Loi d'identité de genre

Une des questions prioritaires est la nécessité de créer une loi d'identité de genre qui aille au-delà du droit à changer de marqueurs de sexe et de genre sur la carte d'identité nationale, comme établi par le décret 1227 en 2015. Actuellement, les personnes trans en particulier font face à de nombreux obstacles à la réelle égalité, notamment dans les domaines de la santé, du service militaire, du logement, de l'éducation et du travail. C'est la raison pour laquelle les personnes trans et leurs allié-e-s militent pour une loi d'identité de genre plus complète, qui inclurait des protocoles médicaux pour les chirurgies de réassignation sexuelle et les traitements hormonaux, des quotas dans le système éducatif et le retrait de l'obligation du livret militaire pour les emplois publics et dans l'éducation, ainsi que la remise des amendes et pénalités associées à la désertion du service militaire pour les personnes qui changent leur assignation de genre. Sur ce dernier point, la population générale des personnes assignées garçon à la naissance, ainsi que les personnes qui ont légalement changé leur genre pour le masculin sur leur carte d'identité, sont dans l'obligation de faire leur service militaire et de recevoir un livret militaire.

Violations des droits humains

Les activistes soulignent une autre question essentielle, qui est celle de la nécessité d'avoir un système unifié nationalement pour enregistrer les violations des droits humains contre la population LGBTI, notamment les homicides, agressions, menaces et discriminations. En Colombie, l'espérance de vie d'une femme trans est de 35 ans.³¹ Les groupes LGBTI militent pour un registre étatique centralisé de la violence contre la population LGBTI, en raison des niveaux extrêmement élevés de violence contre cette population et l'impunité qui y est associée. Il n'existe pas de tel registre national. Les groupes de la société civile doivent surveiller et garder un registre de la situation du mieux qu'ils peuvent. Par exemple, le groupe localisé à Cali Santamaría Fundación maintient un observatoire de la citoyenneté trans qui documente les affaires de violence contre les personnes trans. Colombia Diversa, localisée à Bogotá, possède également une base de données sur les violations des droits humains contre la population LGBTI.³² De plus, le Réseau Communautaire Trans de Bogotá prépare un rapport sur les niveaux extrêmes de violence et de discrimination auxquels font face les personnes trans de la part de la Police Nationale.

REPRÉSENTATION POLITIQUE

Le mouvement LGBTI colombien a remporté d'importants triomphes dans sa lutte pour gagner du terrain dans la sphère politique au cours de ces dernières années. L'activisme législatif se concentre sur l'augmentation de la représentation politique des personnes LGBTI et sur le soutien aux candidat·e·s politiques qui portent les droits LGBTI. L'objectif est que ces candidat·e·s remportent des sièges politiques et écrivent des lois en faveur des droits LGBTI. À tous les niveaux de gouvernance, la population LGBTI réalise des avancées dans les espaces de décision politique, notamment comme référent·e·s de genre, maires, conseiller·e·s municipales·aux, au Congrès national et comme candidat·e·s à la vice-présidence. Ces avancées s'accompagnent de défis historiques dans l'accès aux droits de pleine citoyenneté des personnes LGBTI à travers le pays.

Les premiers signes de l'émergence de l'activisme politique LGBTI sont apparus à la fin des années 1970 et au début des années 1980,³³ pendant et après la lutte pour passer légalement la décriminalisation de l'homosexualité. Avec cette grande avancée dans la reconnaissance de ces droits, des leaders comme León Zuleta à Medellín et Manuel Velandi à Bogotá ont commencé à travailler pour une mobilisation socio-politique de gauche. Bien que les premiers efforts soient venus d'hommes gays, les femmes lesbiennes se sont engagées au cours des années 1980. Les premiers cas de SIDA ont été détectés au milieu des années 1980, et la crise du VIH/SIDA s'est installée dans les années 1990, poussant l'organisation à se tourner vers la lutte contre la pandémie.

Dans les années 2000, les luttes peuvent être décrites comme doubles. D'un côté, le mouvement de paix et les pourparlers de paix entre le gouvernement d'Andrés Pastrana et les FARC ont vu augmenter les efforts de la société civile pour la paix, notamment le travail de l'organisation non gouvernementale Planeta Paz pour le développement d'un programme de paix à l'échelle de la société. Au sein de cette initiative et pour la première fois, des hommes gays et quelques lesbiennes et personnes bisexuelles et transgenres se sont rassemblés au niveau

national et ont formé le secteur de la population LGBTI. D'autre part, les années 2000 étaient également définies par la lutte pour le mariage égalitaire et pour les droits des couples de même sexe à l'adoption et au patrimoine.

L'année 2014 marque un tournant pour la participation politique électorale LGBTI en Colombie. Deux femmes ouvertement lesbiennes ont été élues au Congrès : Claudia López a été élue au Sénat et Angélica Lozano à la Chambre des Représentants. Ceci a ouvert la voie à une explosion de la participation politique LGBTI. Aux élections de 2015, 73 personnes ouvertement LGBTI ont déposé leur candidature dans des élections à travers le pays et 4 d'entre elles ont été élues : un maire et 3 conseiller·e·s municipales·aux.³⁴ Ces élu·e·s avaient un mandat jusqu'en octobre 2019. Aux élections nationales de 2018, Caribe Afrirmativo³⁵ a identifié 14 candidat·e·s LGBTI, dont deux ont été élu·e·s : Mauricio Toro à la Chambre des Représentants et Angélica Lozano au Sénat.

La croissance spectaculaire de la participation politique LGBTI est due à l'intérêt que les partis politiques ont démontré avoir à travailler sur des programmes politiques LGBTI. Tout d'abord, à la fin des années 1990, le Parti Libéral, un parti politique traditionnel en Colombie, s'est doté d'un programme LGBTI et a créé un comité de la diversité sexuelle. Ensuite, en 2002, le parti de gauche Polo Democrático Alternativo a créé la première section LGBTI de tous les partis politiques d'Amérique Latine, le Polo de Rosa. Troisièmement, en 2014, le parti Alianza Verde a été le premier à voir deux candidates ouvertement lesbiennes remporter des sièges au Congrès : Angélica Lozano et Claudia López. Enfin, le nouveau parti politique de l'ancien groupe armé des FARC, les Forces Alternatives Révolutionnaires Communes, né du plus récent accord de paix de 2017, déclare dans sa charte politique qu'il promeut l'inclusion et la participation des personnes issues de la diversité sexuelle³⁶ et soutient la candidature des personnes LGBTI aux élections pour des positions politiques.³⁷

Politiques publiques internationales et nationales

2019 marque le dixième anniversaire de la première

politique publique LGBTI en Colombie, établie à Bogotá. Au cours de la dernière décennie, il y a eu un foisonnement des politiques publiques LGBTI dans toutes les villes de Colombie. La Rencontre des Leaders Politiques LGBTI en mai 2019 à Bogotá a produit une analyse des avancées et des défis dans ce domaine, avec la participation de représentant·e·s de 12 départements.³⁸ Ces représentant·s ont déterminé que leur priorité était de créer des politiques publiques LGBTI par districts et par départements.

Au niveau international, selon la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH),³⁹ une des avancées conquises sous le gouvernement de Manuel Santos par rapport aux politiques publiques LGBTI était l'approfondissement des dialogues intersectoriels pour la formulation, l'application et le suivi de ces politiques. Sous le gouvernement de Duque, ce plan a abandonné. L'Examen Périodique Universel de 2018 exhorte la Colombie à créer et implémenter une politique publique LGBTI nationale.

120.23 Prendre de nouvelles mesures et implémenter celles qui existent et qui visent à protéger les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes de la discrimination et de la violence.

120.25 Créer des mécanismes pour obtenir des données ventilées par ethnie, handicap, genre, orientation sexuelle et identité de genre, pour permettre l'élaboration de politiques publiques efficaces, non-discriminatoires et qui répondent aux besoins des groupes de populations marginalisées.⁴⁰

La création et la mise en place d'une politique publique LGBTI nationale est un des objectifs majeurs du mouvement LGBTI et un des points de discordance avec le gouvernement de Duque.

SOCIOCULTUREL

Les communautés LGBTI occupent de plus en plus d'espace public grâce aux stratégies de langage et de communication, à la production artistique et culturelle et à la création de connaissances collectives d'auto-affirmation. Toutes les personnes interrogées dans cette étude ont confirmé l'écart entre les lois existantes et la réalité de la discrimination et de la violence quotidiennes contre les personnes LGBTI. Les stratégies prioritaires pour réduire cet écart sont les campagnes éducatives, la programmation communautaire, les actions de masse et la visibilité publique. Les interventions socioculturelles visent à modifier les références culturelles et à combattre les stéréotypes.

Langage

Pour opérer un changement dans l'arène socioculturelle, le travail avec le langage est l'outil le plus élémentaire. La langue espagnole est caractérisée par deux genres : le masculin et le féminin. Cependant, le masculin est considéré neutre. L'Histoire montre comment le langage centré sur le masculin a rendu les femmes invisibles et le mouvement féministe a identifié ce problème et continue à le faire, puisque ce qui n'est pas nommé n'existe pas. En raison de ce problème, Mujeres al Borde⁴¹ et d'autres groupes et collectifs ont choisi d'employer une alternative, une variante de genre inclusif, comme un acte politique continu et répété de reconnaissance de toutes les personnes. En utilisant un X ou un E au lieu du A ou E, la langue genrée au masculin et au féminin devient uniforme, et donc pleinement inclusive. L'Académie Royale Espagnole a critiqué cette adaptation de la langue espagnole.

Stratégies de communication

Si négocier une langue inclusive est crucial, la façon dont la communication a lieu est également importante. Les organisations de la société civile utilisent généralement un mélange de stratégies virtuelles, basées sur les médias sociaux et de stratégies en présentiel ou en face à face.

Colombia Diversa, une des organisations LGBTI de Colombie, peut se vanter d'un incroyable succès de ses stratégies virtuelles et basées sur les médias sociaux, avec 40,000 abonné·e·s sur Facebook et plus de 40,000 abonné·e·s sur Twitter. Daniel Franco, le spécialiste de la communication à Colombia Diversa, souligne l'importance des médias sociaux pour atteindre plus de monde et militer au moyen de campagnes numériques. Les stratégies de communication numérique se montrent extrêmement efficaces aux niveaux urbain et transnational.

En revanche, d'autres organisations soulignent l'importance de stratégies en face à face pour travailler directement avec le public cible. Tandis que les stratégies numériques fonctionnent bien pour cibler les publics urbains, ces mêmes stratégies ne sont pas aussi efficaces en milieux plus ruraux, à la campagne où l'accès à internet peut être inégal. En milieu rural, les stratégies de communication dépendent davantage de la construction des relations, ainsi que des programmations radiophoniques et des interventions dans des espaces publics tels que les théâtres populaires et d'autres types d'événements artistiques et/ou culturels.

La Plateforme LGBTI pour la Paix donne un excellent exemple de combinaison des stratégies de



Sentiido, 2019.

communication à la fois numériques et locales. Tandis qu'elles sont très actif·ve·s sur les médias sociaux et qu'elles gèrent une liste WhatsApp nationale florissante qui s'adresse à plus de 200 organisations et groupes militants au niveau national, elles ont également organisé une série de rencontres régionales et de rencontres nationales de façon périodique.

Caribe Afirmativo possède une riche expérience de valorisation des communautés LGBTI locales, en travaillant avec elles et en priorisant leurs événements sociaux, ce qui est essentiel pour produire du sens en dehors des cercles urbains de personnes expertes et éduquées. La participation au Carnaval, aux concours de beauté et au sancocho bailable, une fête de rue publique avec repas collectif et beaucoup de danse, constituent des exemples historiques d'activités locales de la population LGBTI.

Carnaval

En termes de contexte socioculturel, le mouvement LGBTI a vu sa présence grandir dans les festivités régionales et annuelles de Carnaval. Bien que les marches des fiertés soient devenues populaires en Colombie, elles sont essentiellement un import étranger. En revanche, les festivités de Carnaval sont des événements publics historiques et d'une importance cruciale, dans lesquelles les populations LGBTI ont fait des avancées vers l'auto-représentation et la reconnaissance et l'acceptation de toute la communauté. Le processus par lequel les populations LGBTI ont réclamé l'espace public ne peut pas être séparé du rôle emblématique du Carnaval en Colombie. La première participation gay au Carnaval date de 1984 à Barranquilla. La troupe « Las Tapas », en référence à la chanson du même nom qui était un tube cette année-là, a participé au Carnaval. 1997 a marqué la fondation de la Corporation Autonome du Carnaval Gay de Barranquilla et de l'Atlantique, qui est actuellement une des neuf organisations qui composent l'infrastructure du Carnaval de Barranquilla.⁴²

À Pasto, le Corpocarnaval a historiquement interdit

à la population LGBTI de participer au Carnaval de Negros y Blancos, qui est extrêmement important. En 2011, la population LGBTI a créé sa propre marche et carnaval pour la pleine reconnaissance de la citoyenneté LGBTI, qui est maintenant incluse dans le programme. En 2019, la présence LGBTI a été permise au Carnaval de Negros y Blancos.⁴³

Concours de beauté

Les concours de beauté sont également un espace essentiel de reconnaissance sociale pour la population LGBTI, et pour les femmes trans et les hommes gays en particulier. Le Concours de Beauté de Río Tuluni à Chaparral, dans le département de Tolima, a fait l'objet d'une étude approfondie du Centre National de la Mémoire Historique. Le livre qui en a résulté, *Un Carnaval de Resistencia: Memorias del Reinado Trans del Río Tuluní*, souligne les puissants changements socioculturels qui ont eu lieu dans les 15 années où cet événement public a existé (2000-2015). Les participant·e·s ont créé un espace pour montrer fièrement leurs corps féminins, exigeant la reconnaissance et le respect de leur communauté.⁴⁴ L'association LGBTI de Chaparral Diversa a été très active dans la défense des droits des personnes LGBTI, notamment le droit d'organiser ce concours de beauté et qu'il soit reconnu comme un héritage culturel.

Ouvrir l'espace public

Outre les activités itinérantes, telles que les concours de beauté et les carnivals, il y a d'autres espaces essentiels pour les personnes LGBTI en Colombie, comme les clubs et discothèques gays, comme l'historique BACO à Barranquilla, qui a servi de base pour « Las Tapas » et leur participation au Carnaval de 1984. Depuis les années 1980, d'autres espaces ont émergé, comme le premier centre communautaire LGBTI d'Amérique Latine, qui a ouvert ses portes à Bogotá en 2006. Prendre une place physique et visible dans l'espace public offre un sentiment d'appartenance et de camaraderie. Caribe Afirmativo a ouvert quatre maisons de la paix dans la région Caraïbe, dans lesquelles les membres de la communauté LGBTI

peuvent prendre part à une programmation qui prend en compte une vaste compréhension de la paix comme l'accès à une vie digne, au bien-être, à la justice et aux services.⁴⁵ Pourtant, ces endroits ne sont pas toujours sûrs, car leur visibilité les rend malheureusement la cible de crimes de haine. Enfin, Mujeres al Borde a également fait de ses priorités la fondation d'un espace, la casa colibri, qui héberge des défenseur·e·s et activistes des droits humains qui ont besoin d'un refuge et de restauration, d'ateliers et de réunions, ainsi que de travail collectif de guérison basé sur la spiritualité et les plantes. Dans la périphérie de Bogotá, en milieu rural, cette maison colibri a pour objectif de créer l'espace nécessaire pour nourrir le mouvement, selon son co-fondateur Clau Corredor.

Artivisme

Mujeres al Borde, comme de nombreux autres groupes et collectifs en Colombie, met principalement l'accent sur l'expression artistique et culturelle comme outil de transformation sociale et de reconnaissance de la diversité culturelle. Cet activisme artistique, ou artivisme, définit le travail de Mujeres al Borde. Pendant près de vingt ans, Mujeres al Borde a fait de l'artivisme par le travail dramatique audiovisuel et populaire, ainsi que dans des ateliers en Colombie et au niveau régional à travers l'Amérique Latine. De la même façon, le Fondo Lunaria offre un exemple concret de campagne, intitulée « Peins la Diversité Sexuelle », dans laquelle illes distribuent des instruments artistiques afin de créer des images de diversité sexuelle dans l'espace public.



Campagne de Fondo Lunaria « Peignons la diversité sexuelle ».

Production de connaissances

Le Groupe Latino-américain d'Études, Formation et Action Féministe (GLEFAS) promeut une réflexion critique sur les façons de faire de la politique féministe et réaffirme son projet radical de liberté, de justice et d'autonomie en se penchant sur les corrélations entre les régimes d'hétérosexualité obligatoire, de genre, de race et de classe.⁴⁶ Ses ateliers en Colombie et à travers l'Amérique Latine et dans les Caraïbes fonctionnent par le pouvoir transformateur de la musique, de l'art, de la danse, du mouvement et de la narration pour transmettre les connaissances intergénérationnelles, encourager la conscience de soi et la conscience sociale et organiser une transformation radicale. Ces activités expressives et créatives basées sur la voix et le corps sont cruciales pour créer et communiquer des connaissances collectives et locales qui offrent des visions alternatives pour l'avenir.

Cinéma

De nombreux-es activistes et artistes soutiennent que la production culturelle et culturelle peut créer de nouveaux récits, représentations et possibilités qui contrent les stéréotypes négatifs. À cet effet, GLEFAS a organisé un Festival de Cinéma Mondial à Bogotá lors des huit dernières années pour projeter des films qui offrent des points de vue critiques sur les questions sociales, qui représentent les personnes LGBTI indigènes et afro-descendantes avec leur propre regard et qui encouragent le dialogue social. Des membres du Réseau Communautaire Trans combattent également les stéréotypes négatifs en diffusant des récits alternatifs dans les médias de communication. Par exemple, plusieurs membres sont apparus dans un documentaire intitulé « Famille » diffusé par un grand média d'information. Bien que les médias dominants représentent généralement les personnes trans de façon spectaculaire et scandaleuse, ce documentaire montre les réalités d'une famille trans aimante navigant dans un milieu social hétéronormatif.⁴⁷



Marche des fiertés de Bogotá. Colombia Diversa, 2019.



PROCESSUS DE PAIX

■ Le processus de paix actuel a créé un précédent mondial avec l'inclusion de la population LGBTI. Les activistes LGBTI réalisent des percées dans des espaces technocratiques du processus de paix afin de garantir la représentation et d'assurer le suivi des politiques et programmes inclusifs.

Pourparlers de paix

La Colombie est entrée dans son plus récent cycle de pourparlers de paix avec les FARC en 2012 et a mis fin en

2016 au conflit armé qui durait depuis 52 ans, en signant l'Accord Final pour la Fin du Conflit et la Construction d'une Paix Stable et Durable. Les activistes et militant·e·s LGBTI ont travaillé dur tout au long du processus pour garantir l'inclusion. Au cours des dialogues de paix, les activistes LGBTI ont généralement soutenu le programme de paix et participé à de nombreuses initiatives de la société civile, notamment la campagne pour le Vote Oui au référendum national sur l'accord de paix de 2016. Une des stratégies particulièrement innovantes de la campagne «LGBTI vote OUI» a été de créer des cerfs-volants pour la paix et de les faire voler pendant les

Loi Victimes et Restitution des Terres (1448) de 2011

Pour replacer le processus de paix dans son contexte, la Loi Victimes et Restitution des Terres est la première législation colombienne relative aux victimes du conflit armé à inclure la population LGBTI, établissant ainsi le contexte politique pour que le processus de paix inclue aussi cette population. La loi 1448 a donné un mandat au Centre National de la Mémoire Historique (CNMH) et à l'Unité d'Attention et d'Attention Intégrale aux Victimes (Unité des Victimes) pour inclure et aborder les violations des droits humains contre la population LGBTI. Ceci a créé une ouverture politique permettant à la population LGBTI d'inclure des revendications d'égalité et de droit à la pleine citoyenneté au sein du processus de paix. Certain·e·s activistes et militant·e·s LGBTI ont trouvé un emploi comme fonctionnaires d'État au sein de ces unités et s'efforcent de produire un changement de l'intérieur de ces espaces institutionnels.

Unité des Victimes

L'État a donné un mandat à l'Unité des Victimes pour quantifier l'impact du conflit sur la population LGBTI et présenter des réparations individuelles et collectives. L'Unité des Victimes a enregistré plus de 2,000 personnes LGBTI comme victimes du conflit armé, notamment par le déplacement forcé.⁴⁸ L'Unité a construit des bureaux des Victimes LGBTI locaux, municipaux et nationaux et a offert des réparations collectives à un groupe LGBTI de Medellin, la Comuna 8. Plusieurs obstacles

se sont présentés dans le processus d'implémentation. Tout d'abord, de nombreux fonctionnaires qui reçoivent les plaintes des victimes sont généralement mal préparé·e·s ou réticent·e·s à informer la victime de l'attention centrée sur le genre à laquelle elle a droit si elle s'identifie comme une personne LGBTI. Un autre défi associé vient du fait que les stéréotypes et préjugés généralisés qu'ont les fonctionnaires les empêchent de donner une attention intégrale aux victimes LGBTI et de respecter leur confidentialité.⁴⁹ Malheureusement, depuis 2016, les mesures de genre du programme de réparations de l'Unité des Victimes ont peu avancé, en raison de son affaiblissement en tant qu'entité gouvernementale.⁵⁰

Centre National de la Mémoire Historique

Le Centre National de la Mémoire Historique (CNMH) a inclus la population LGBTI dans son programme de recherche et a publié trois études approfondies qui documentent les vécus des personnes LGBTI dans le contexte du conflit armé.⁵¹ Ce sont les réseaux d'activistes LGBTI à travers la Colombie qui ont rendu possible cette recherche et l'écriture de ces rapports possibles. Cependant, en 2019, le gouvernement de Duque a remplacé le directeur du CNMH et désactivé l'unité de genre. Selon la Commissaire de la Vérité Alejandra Miller, cette prise de contrôle du CNMH représente un des efforts du gouvernement Duque de contre-balancer la narration attendue du rapport final de la Commission de la Vérité. Sous la nouvelle direction, le CNMH publiera probablement des rapports qui favorisent la position politique du gouvernement.

événements. Les cerfs-volants étaient floqués du drapeau arc-en-ciel avec un grand « SI » écrit dessus.

Le large programme de l'accord de paix était de parvenir à la réconciliation, améliorer la démocratie politique et sociale et mettre en œuvre les droits. Les groupes de femmes et de personnes LGBTI ont participé aux pourparlers de paix et ont milité avec force pour une analyse de genre qui inclue l'impact du conflit sur la population LGBTI. En conséquence, cet accord de paix est le premier au monde à reconnaître les droits LGBTI et la victimisation de cette population au cours du conflit, en accord avec la Loi Victimes et Restitution des Terres (1448) de 2011.

Accord de paix

Pour revenir à l'accord de paix, ses cinq domaines stratégiques que sont la réforme agraire rurale, la participation politique, les drogues illicites, les victimes et la fin du conflit incluent 122 mesures liées au genre.⁵² Chacune de ces mesures a été obtenue de haute lutte par les activistes et militant·e·s des droits des femmes et des personnes LGBTI. Pour garantir sa mise en place, l'Organe Spécial pour Garantir l'Implémentation de la Perspective de Genre de l'Accord Final de Paix a été formé pour contrôler le processus par lequel ces mesures seront implémentées. Comme l'affirment les activistes LGBTI, l'accord de paix a ouvert des portes pour permettre à la population LGBTI de participer aux différents espaces participatifs, dont le Conseil National de la Participation, le Conseil National de la Paix, de la Réconciliation et de la Coexistence et le Comité d'Évaluation des Risques et Recommandation de Mesures (CERREM), « Nous sommes dans de nombreux espaces où nous savons que nous devons porter la voix de la population LGBTI », confirme un activiste LGBTI. Par exemple, le Conseil de la Paix, de la Réconciliation et de la Coexistence a nommé un·e représentant·e du mouvement LGBTI et de nombreux·euses conseiller·e·s territoriales·aux font partie de la population LGBTI.⁵³

L'accord de paix incluait la création d'un organe étatique général qui supervise le processus de

justice transitionnelle. Les objectifs de la justice transitionnelle sont de redresser les torts et rendre justice, faciliter la vérité et la réconciliation et restaurer l'État de droit et la démocratie pour les pays qui ont souffert de la violence politique et des violations de masse des droits humains sous un conflit armé et/ou un régime autoritaire. En Colombie, le processus de justice transitionnelle est organisé par le Système Intégral de Vérité, Justice, Réparations, Réconciliation et Garantie de Non-Répétition. Ce Système Intégral est composé de trois entités étatiques : la Commission pour la Clarification de la Vérité, Coexistence et Non-Répétition (Commission de la Vérité), la Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP) et l'Unité des Personnes Disparues.

Il y a un énorme potentiel de documentation de l'impact du conflit armé sur les personnes LGBTI, qui incorpore un axe transversal d'analyse de genre à la Commission de la Vérité, la Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP) et l'Unité des Personnes Disparues. Un certain nombre de membres du personnel de ces entités étatiques possèdent un historique d'activisme et de plaidoyer pour les droits des femmes et des personnes LGBTI.



Marche des fiertés. Caribe Afirmativo, 2019.

Commission de la vérité

La Commission de la vérité a inclus une perspective de genre dès sa création le 29 novembre 2018.⁵⁴ Selon la fonctionnaire Liza Garcia, l'Unité de Genre de la Commission de la Vérité a soigneusement élaboré un cadre conceptuel et politique inclusif et a créé un guide de questions d'entretien qui documente l'assignation de sexe, le genre et l'orientation sexuelle de la personne. Le 26 juin 2019, la Commission de la Vérité a organisé son premier événement de reconnaissance publique à Cartagena. En raison de son mandat pour répondre aux impacts les moins abordés du conflit armé, le thème de la reconnaissance publique était « Mon corps dit la vérité » au sujet de la violence sexuelle contre les femmes et les personnes LGBTI.⁵⁵

La Juridiction Spéciale pour la Paix

À l'image du travail novateur de la Commission de la Vérité, la Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP) est le premier tribunal de justice transitionnelle à solliciter et recevoir des rapports de persécution et de violence systématique en raison de préjugés contre les populations LGBTI dans le contexte du conflit armé. Caribe Afirmativo et Colombia Diversa sont les deux principales organisations LGBTI qui préparent ces documents juridiques que la JEP a sollicités. La JEP enquête actuellement sur deux affaires de violence répétée et systématique contre les populations LGBTI par l'imposition d'un ordre social excluant visant à maintenir un contrôle territorial⁵⁶ : l'affaire 002 à Tumaco⁵⁷ et l'affaire 004 à Antioquia.⁵⁸

Unité de Recherche des Personnes Disparues

L'Unité de Recherche des Personnes Disparues a pour mandat de recevoir des informations des membres des familles des personnes disparues dans le contexte du conflit armé, de récupérer leurs dépouilles et de permettre aux familles de faire leur deuil. Comparée à la Commission de la Vérité et à la JEP, cette entité étatique dispose du cadre le moins développé pour

recevoir les personnes LGBTI. Comme les seules demandes enregistrées viennent des liens du sang, il y a peu de demandes de recherche de personnes LGBTI disparues. En raison de la discrimination et des préjugés, de nombreuses familles ne souhaitent pas identifier leur membre de la famille disparu·e comme LGBTI. Les activistes et les militant·es sont à l'origine de discussions et de plaidoyer portant sur la nécessité de reconnaître et honorer les demandes des « familles sociales », ou familles choisies, comme également légitimes, puisque les personnes LGBTI accusent des taux élevés de rejet familial et doivent construire des familles et des réseaux de survie avec des personnes avec qui elles n'ont pas de lien du sang.

La Plateforme LGBTI pour la Paix

La Plateforme LGBTI pour la Paix⁵⁹ a émergé de la campagne « LGBTI vote OUI » et a coordonné ses stratégies pour qu'elles coïncident avec le programme national de paix et le processus de justice transitionnelle. Il s'agit d'un réseau national de plus de 250 organisations et groupements à travers le pays. Étant donné qu'en 2019, les trois principaux organes étatiques que sont le Système Intégral de la Vérité, Justice, Réparations, Réconciliation et Garantie de Non-Répétition se trouvaient en phase d'implémentation de leur champ d'action régional, la Plateforme LGBTI pour la Paix a organisé trois rencontres régionales pour rassembler les activistes LGBTI régionales avec des représentant·es de ces organes étatiques, notamment de la Commission de la Vérité, de la JEP et de l'Unité des Personnes Disparues. L'objectif principal était d'améliorer l'accès de la population LGBTI à ces entités étatiques pour que leurs voix soient incluses, que les personnes disparues soient recherchées et que les violations des droits humains subies trouvent justice. La Plateforme LGBTI pour la Paix a adopté un autre thème : celui de répondre à la situation difficile des réfugié·es LGBTI vénézuélien·es, en particulier ceux qui vivent avec le VIH/SIDA. Les services dont cette population dépend pour sa survie relèvent des prestataires communautaires. L'afflux de personnes

fuyant la crise humanitaire au Venezuela a créé un besoin de ressources et de soutien supplémentaires.

Défis pour les activistes LGBTI

Les principaux défis pour les activistes LGBTI qui concentrent leurs efforts sur le processus de paix sont : les faibles efforts des organes étatiques pour toucher les communautés,⁶⁰ l'augmentation de la violence dans les zones rurales qui mène à la peur et à la méfiance et un détournement de la volonté politique de la continuité des politiques étatiques à long terme et durables pour une paix solide et durable. Les trois principaux organes étatiques au sein du système intégral ne s'articulent pas bien et chacun travaille avec son propre calendrier et

ses objectifs spécifiques. De plus, les espaces pour la participation citoyenne locale (en particulier les réunions du programme de développement avec une approche territoriale et les conseils de paix des maires et des gouverneurs) ne font pas suffisamment d'efforts pour convoquer la population à des endroits faciles d'accès et à des dates et horaires qui permettent à un grand nombre d'y participer. Comme l'affirme une activiste LGBTI pour la paix, elles ne s'engagent pas réellement à répondre aux besoins de la communauté et cela a pour conséquence une paix faite par et pour les élites. Les membres de GLEFAS aussi s'inquiètent de la possibilité d'un résultat élitiste, car il ne transformera pas les systèmes d'oppression, ni ne s'attaquera au racisme structurel et à l'appropriation des corps par la violence sexuelle.



Mujeres al Borde, 2018.



DYNAMIQUES DE FERMETURE POLITIQUE

■ Cette partie explique les dynamiques politiques récentes et leurs implications pour les stratégies des mouvements. La dynamique politique actuelle peut être qualifiée de fermeture politique, de fermeture des opportunités politiques de développer la reconnaissance et la défense des droits LGBTI. Dans le climat politique actuel d'attaques de la droite contre les défenseur·euse·s des droits humains LGBTI et les lois reconnaissant les droits LGBTI, les défenseur·euse·s des droits humains LGBTI continuent de pousser pour la mise en place de lois et de politiques publiques qui répondent au besoin de la population LGBTI.

Contexte global

Comme le souligne ce rapport, au cours des deux dernières décennies, la Colombie a réalisé d'importants progrès dans la reconnaissance et la

défense des droits LGBTI. Les activistes LGBTI s'accordent à dire que les attaques religieuses et politiques actuelles contre les droits LGBTI et les tentatives d'affaiblissement ou de recul de ces droits constituent une réaction qui se répercute au niveau mondial. Cette lutte politique et religieuse actuelle tire ses racines des conférences de l'ONU des années 1990, en particulier la Conférence de 1994 sur la Population et le Développement au Caire et la Conférence de 1995 sur les Femmes à Pékin. Dans ces deux conférences, le Vatican a rejeté le concept de genre et s'est opposé au programme pour les droits des femmes. En 1995, le Vatican a publié « La Vérité et la Signification de la Sexualité Humaine : Guide d'Éducation Familiale » et le cardinal colombien Alfonso López Trujillo l'a signé en soutien, sanctionnant ainsi ses enseignements au sein de l'institution catholique de Colombie.⁶¹

En 2016-2017, ce programme religieux et politique s'est réactivé en Colombie, en défense de la famille traditionnelle et de l'ordre moral. Deux événements nationaux ont mis en place un contexte politique favorable à sa réactivation.

D'abord, comme mentionné plus haut dans ce rapport, l'affaire du suicide de Sergio Urrego à cause du harcèlement et de l'intimidation à l'école a conduit la Cour Constitutionnelle à ordonner au Ministère de l'Éducation de réviser les manuels de coexistence académique dans l'objectif de créer un environnement académique libre de discriminations basées sur l'identité de genre ou l'orientation sexuelle. Les secteurs conservateurs se sont mobilisés à travers le pays pour s'opposer à cette révision, soutenant que les écoles convertiraient leurs enfants en homosexuel·le·s et nieraient aux parents le droit d'éduquer leurs enfants. Dans le cas de la révision des manuels de coexistence académique, ils sont parvenus à faire démissionner la Ministre de l'Éducation,

une femme ouvertement lesbienne, de sa position et à faire mettre de côté la révision des manuels.⁶²

Le second événement politique qui a créé le contexte pour la réactivation du programme socialement conservateur est la nature progressiste des pourparlers de paix entre le gouvernement colombien et les FARC.⁶³ Les conservateur·ice·s religieux·ses et politiques ont prétendu qu'inclure une perspective de genre dans les accords de paix était une imposition d'une « idéologie du genre » qui menaçait la famille traditionnelle et les églises. Elles sont parvenu·e·s à retirer l'essentiel du langage et de l'accent sur le genre et la population LGBTI.

Encouragés par ces victoires, les secteurs conservateurs religieux et politiques ont cherché à consolider leur pouvoir par les élections présidentielles et législatives de 2018. Leur programme priorisait le maintien de la définition hétérosexuelle et de l'objectif de procréation de la famille, le soutien de l'abstinence comme seul moyen de contraception viable et la fin de la pratique de l'avortement. L'ensemble des stratégies employées par ces acteur·ice·s religieux·ses et politiques était, et est toujours, impressionnant, incluant le plaidoyer politique, le lobbying législatif, le litige stratégique, les

mobilisations de masse, les campagnes dans les médias sociaux privés pour influencer l'opinion publique, les séminaires et le culte religieux. Ces efforts commencent à brouiller les lignes entre l'Église et l'État et menacent le principe d'un État laïc. Ces stratégies sont également réalisées au niveau international, à l'Organisation des États Américains, par exemple. De plus, au niveau régional, les présidences de Donald Trump aux États-Unis et de Jair Bolsonaro au Brésil renforcent l'influence de cette position politique dans le continent.

EXEMPLES DE FERMETURE POLITIQUE

Le Plan National de Développement

Tou-te-s les activistes déplorent le fait que les conservateur·ice·s religieux·ses et politiques sont récemment parvenu·e·s à retirer la mention de la population LGBTI du plan national de développement. En préparation du Plan National de Développement 2014-2018, le Ministère de l'Intérieur a élaboré la formulation, l'implémentation et le suivi d'une « Politique Publique pour l'Exercice Garanti des Droits LGBTI incluant la consultation participative qui a généré un grand nombre de commentaires et d'observations de la part d'universités, d'organisations sociales et d'institutions nationales. »⁶⁴ Sous le gouvernement de Duque, ces importantes politiques n'ont pas reçu de budget. Selon Wilson Castañeda, « La politique publique [nationale LGBTI] n'a pas commencé, le conseil des affaires urgentes [du cabinet du Procureur Général] est fermé et le Ministère de l'Intérieur ne déplore pas cette situation. À chaque fois que nous posons la question, on nous répond : " Oui, nous préparons le plan d'action " et ils n'ont rien fait un an plus tard. Pour développer le Plan National de Développement, illes nous ont appelé·e·s et ont posé 80,000 questions et ça n'a finalement rien donné. »

Politique de Santé Trans

Le gouvernement actuel repousse et reporte l'inclusion des questions LGBTI dans les espaces institutionnels. Cette attitude politique est directement liée à la pression politique des groupes fondamentalistes. Santamaría Fundación offre un exemple clair : au cours des deux dernières années du gouvernement de Santos, le système de santé public a inclus et activé des protocoles, des manuels et des directives pour le traitement des personnes trans développés par le Ministère de la Santé. Actuellement, sous le gouvernement de Duque, ces protocoles, manuels et directives ont été mis de côté, faisant ainsi reculer l'accès des personnes trans à la santé et au bien-être. Les luttes politiques en cours pour la santé trans incluent la reconnaissance des transformations corporelles pour les personnes trans comme nécessaires et pas seulement de nature cosmétique et la reconnaissance légale de la pathologisation comme relevant de la torture et des mauvais traitements.⁶⁵

IMPACT SOCIAL DE LA FERMETURE POLITIQUE

Attaques contre les défenseur·euse·s des droits LGBTI

Cette réactivation conservatrice a résulté dans un plus grand sentiment d'impunité de la part des personnalités politiques et des médias de masse pour attaquer les activistes et les défenseur·euse·s des droits LGBTI, entre autres défenseur·euse·s des droits humains, y compris les paysan·ne·s, les peuples indigènes, les syndicats, les personnes afro-descendantes et les femmes. Les constantes attaques et menaces personnelles contre et le dénigrement des activistes et des défenseur·euse·s des droits humains ont nourri un climat de peur et de déclin de l'activisme. On estime que jusqu'à 800 activistes et défenseur·euse·s des droits humains issu·e·s des communautés afro-descendantes et indigènes ont été assassiné·e·s depuis 2016.⁶⁶ Les membres de GLEFAS déclarent que tandis que la Colombie est activement engagée dans un processus de paix, la guerre se réactive sous la forme de vagues de violence, d'insultes verbales et de piraterie en contextes régionaux et territoriaux. Les acteur·ice·s du mouvement priorisent le besoin de répondre à ces attaques et de protéger les activistes et militant·e·s LGBTI, en particulier dans les milieux ruraux et territoriaux.

Impact sur la Construction de la Coalition

Sous les pressions politiques de cette terreur constante, les coalitions et les alliances des mouvements peuvent facilement s'effilocher. Par exemple, sous ces pressions, quelques groupes des mouvements des femmes et féministes ont pris position contre l'inclusion des questions LGBTI afin d'appuyer et de défendre leur propre inclusion dans le processus de paix. Simultanément, en fonction des dynamiques du mouvement et des relations historiques entre les groupes, les pressions politiques ont également consolidé des alliances et des engagements à travailler ensemble et à serrer les rangs pour survivre aux attaques venues d'un ennemi commun. Les acteur·ice·s du mouvement accordent la priorité à la formation de coalitions pour la survie dans ce climat politique menaçant.

RÉPONSES DU MOUVEMENT À L'IMPACT DE LA FERMETURE POLITIQUE

Adaptations stratégiques

Tou·te·s les acteur·ice·s du mouvement s'adaptent au nouveau climat politique et deux tendances stratégiques différentes ont émergé. Tout d'abord, certain·e·s acteur·ice·s du mouvement ont décidé de contrer directement les mouvements religieux et politiques conservateurs par une stratégie réactive. Par exemple, en 2016, la campagne conservatrice #conmishijosnotemetas a eu une forte présence en Colombie avec des mobilisations de masse. Des groupes et organisations de femmes, féministes et LGBTI ont lancé des contre-campagnes. Les fonds de femmes ont également coordonné leurs efforts avec ceux des organisations de la société civile. Deuxièmement, d'autres acteur·ice·s du mouvement ont décidé de maintenir leur attention sur le programme LGBTI et de ne pas placer leurs énergies dans des stratégies de réaction. Ces acteur·ice·s du mouvement continuent de faire pression pour l'application des lois et des politiques publiques. Cette stratégie donne la priorité à l'augmentation des espaces de soutien pour que les activistes poursuivent leur programme proactif et ne tombent pas dans une posture défensive et réactive. Leur objectif est de résister au programme de réactions violentes, à sa rhétorique de division et au climat affectif de vulnérabilité et de peur. Ce groupe d'acteur·ice·s du mouvement placent leurs énergies dans l'élaboration collective de discours transformateurs.



PRIORITÉS

PRIORITÉS DANS UNE PERSPECTIVE RÉGIONALE ET TERRITORIALE

- ▶ Les acteur-ice-s du mouvement donnent la priorité aux programmes LGBTI qui sont liés aux luttes paysannes et suivent les programmes LGBTI dans les zones rurales. Illes appellent à rompre avec les dynamiques de pouvoir qui favorisent les modes de savoir urbains plutôt que ruraux, en particulier quand des personnes des centres urbains viennent travailler dans des milieux ruraux. Afin de répondre aux besoins des personnes LGBTI en milieux ruraux ou territoriaux, les acteur-ice-s du mouvement considèrent les droits économiques, sociaux et culturels comme le cadre le plus valide, comme expliqué dans l'introduction.
- ▶ Compte tenu des attaques accrues contre les activistes, comme expliqué dans la section Dynamiques de Fermeture Politique, les acteur-ice-s du mouvement priorisent le renforcement des réseaux de soutien et des protocoles de sécurité pour les droits humains et les défenseur-euse-s des terres dans les zones rurales.
- ▶ Les acteur-ice-s du mouvement soulignent la nécessité de poursuivre la construction de la mémoire collective et historique des personnes LGBTI dans les régions et les territoires. Comme le démontre l'enquête menée pour ce rapport, il n'y a pas de registres locaux systématisés et historicisés des expériences des mouvements, surtout dans les zones rurales. Par conséquent, les acteur-ice-s du mouvement appellent à la création d'espaces dans lesquels les personnes LGBTI peuvent collectivement rappeler et raconter leurs histoires et les documenter.

PRIORITÉS EN CE QUI CONCERNE LA FORMATION DE COALITIONS

- ▶ Les acteur-ice-s du mouvement reconnaissent la nécessité de créer des espaces pour développer la compréhension et l'attribution des responsabilités dans les divisions structurelles et historiques entre les gays, les lesbiennes et les personnes trans en lien avec la classe sociale, la race, l'ethnie et la situation géographique. Cette approche intersectionnelle valorise, honore et fait place à la différence. En outre, une approche intersectionnelle facilite la possibilité de travailler avec des mouvements indigènes, paysans et afro-descendants.
- ▶ Compte tenu des dynamiques de fermeture politique, de nombreuses personnes soulignent la nécessité de continuer à renforcer les alliances avec des groupes des mouvements de femmes et féministes, ainsi que de former des alliances avec des secteurs religieux progressistes, tels que les églises méthodiste, luthérienne et mennonite.
- ▶ Enfin, les acteur-ice-s du mouvement insistent sur la nécessité de reconnaître et de promouvoir les objectifs collectifs et de soutenir les échanges intergénérationnels, le partage des connaissances, le tutorat et le renouvellement du mouvement.

PRIORITÉS POUR TRAVAILLER AVEC L'ÉTAT

- Dans le climat politique actuel, les acteur-ice-s du mouvement soulignent la nécessité de défendre les avancées juridiques et judiciaires et de développer des actions pédagogiques qui vont dans ce sens. Cette priorité va de pair avec la mise en place des avancées juridiques et judiciaires.
- De nombreux-es acteur-ice-s du mouvement identifient le besoin de militer pour une loi d'identité de genre plus complète, qui aille plus loin que le changement de nom et de genre sur la carte d'identité pour inclure des protocoles de santé pour la réassignation sexuelle et les traitements hormonaux, des quotas dans le système éducatif, et la suppression de l'exigence du livret militaire pour l'éducation et l'emploi public.
- Une autre grande priorité est de documenter et de contrer la répression policière. Tous les secteurs du mouvement soutiennent la réactivation de la politique publique nationale LGBTI avec une mise en œuvre dans les 32 départements.
- En termes de participation politique, les groupes du mouvement identifient la nécessité d'accroître le soutien aux candidat-e-s LGBTI et de coordonner un programme politique LGBTI multipartite.
- Enfin, de nombreux-es acteur-ice-s du mouvement accordent la priorité au maintien d'une présence LGBTI dans les espaces participatifs du processus de paix.

PRIORITÉS POUR TRAVAILLER AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

- Étant donné que de nombreuses priorités du mouvement politique et juridique ont été respectées, les acteur-ice-s du mouvement insistent sur la nécessité d'utiliser stratégiquement le domaine social et culturel pour la sensibilisation, l'autonomisation et la construction communautaire. Pour y parvenir, les acteur-ice-s du mouvement soulignent le besoin d'utiliser un langage plus simplifié pour atteindre la population générale et pour faire circuler des informations qui combattent les mythes et les stéréotypes. Plusieurs acteur-ice-s du mouvement soulignent la nécessité de soutenir une compréhension complète de la paix, fondée sur les relations sociales et prenant en compte le classisme, le racisme et l'hétéronormativité. Cette vision coïncide avec le besoin de rompre avec l'extrême pauvreté, la discrimination, l'exclusion et la violence structurelle.

PRIORITÉS PAR RAPPORT AUX POPULATIONS DÉPLACÉES INTERNES ET RÉFUGIÉES

- ▶ Les acteur·ice·s du mouvement priorisent la réponse aux besoins des personnes LGBTI déplacées dans le pays, en particulier celles bloquées en transit, qui ne peuvent pas se rétablir. Compte tenu de l'augmentation récente du nombre de réfugié·e·s vénézuélien·ne·s entrant en Colombie, les acteur·ice·s du mouvement qui sont dans des zones d'accueil accordent la priorité aux besoins des réfugié·e·s LGBTI, avec une attention particulière pour ceux qui vivent avec le VIH/SIDA.

PRIORITÉS POUR RÉPONDRE AUX DÉFIS DU CLIMAT POLITIQUE CONSERVATEUR

- ▶ Tou·te·s les acteur·ice·s du mouvement s'adaptent au nouveau climat politique et deux tendances stratégiques différentes ont émergé. Tout d'abord, certain·e·s acteur·ice·s du mouvement ont décidé de contrer directement les mouvements religieux et politiques conservateurs par une stratégie réactive. Deuxièmement, d'autres acteur·ice·s du mouvement ont décidé de maintenir leur attention sur le programme LGBTI et de ne pas placer leurs énergies dans des stratégies de réaction. Ces acteur·ice·s du mouvement continuent de faire pression pour l'application des lois et des politiques publiques, tout en augmentant le nombre d'espaces de soutien pour que les activistes poursuivent leur programme proactif, plutôt que réactif et ne tombent pas dans une posture défensive. Leur objectif est de résister au programme de réactions violentes, à sa formulation des problèmes, à sa rhétorique de division et au climat affectif de vulnérabilité et de peur. Au lieu de cela, ce groupe d'acteur·ice·s du mouvement place ses énergies dans l'élaboration collective de discours transformateurs.



RECOMMANDATIONS

Les recommandations énumérées ici pour les bailleurs de fonds et les chercheur·euse·s offrent une synthèse des réponses des activistes et des militant·e·s LGBTI colombien·ne·s à la question suivante : Quelles recommandations souhaitez-vous communiquer aux bailleurs de fonds et aux chercheur·euse·s ? Bien que la plupart de ces recommandations découlent de la matière présentée dans ce rapport, plusieurs recommandations offrent des suggestions qui se rapportent à la négociation des dynamiques de pouvoir mondiales, ainsi que des questions méthodologiques et des programmes de recherche.

POUR LES BAILLEURS DE FONDS

- Augmenter le soutien pour les populations historiquement victimes de discrimination et pour les organisations populaires qui ont peu d'accès aux ressources.
- Donner la priorité au financement durable qui va au-delà d'un projet pour soutenir la croissance et la continuité des plus petites organisations.
- Promouvoir le travail continu et sur le long terme entre les principales organisations LGBTI et les petites organisations locales afin d'appuyer la consolidation et le renforcement des capacités administratifs et organisationnels, la durabilité et la recherche.
- Soutenir les écoles et les formations de construction du leadership, surtout en ce qui concerne la technologie, l'information et la communication, afin que les activistes et les militant·e·s puissent développer les stratégies et les campagnes de communication les plus efficaces à partir d'outils numériques et analogiques.
- S'engager au financement direct et sur le long terme des groupes trans.
- Respecter les domaines d'intervention de l'organisation bénéficiaire et ne pas imposer un programme qui conditionne le soutien à des critères externes.
- Effectuer une analyse approfondie des contextes et des besoins dans chaque région, fondée sur la construction de relations sur le long terme avec les communautés et leurs dirigeant·e·s.
- Accorder la priorité au financement de l'élaboration de stratégies intersectionnelles et de la formation d'alliances entre les mouvements, en particulier les mouvements LGBTI, afro-descendants et indigènes.
- Soutenir les espaces d'échange et de formation d'alliances entre les régions et les territoires.
- Soutenir les stratégies de communication qui couvrent la fracture numérique et analogique. Ne pas exiger des objectifs stratégiques extrêmement spécifiques qui coincent les partenaires bénéficiaires dans un plan d'action qui ne peut pas répondre aux changements dans le contexte local, régional ou national.

- ▶ Soutenir le rôle de supervision et de surveillance des militant-e-s LGBTI pour garantir la mise en œuvre des victoires judiciaires et juridiques.
- ▶ Redéfinir la coopération internationale comme une question de réparation historique. Le discours de coopération ignore et efface l'histoire de l'expropriation et de l'exploitation.
- ▶ Aider les organisations à travailler avec les groupes de jeunes et d'étudiant-e-s dans le but de former la jeune génération à leurs droits et d'inclure les questions LGBTI dans la recherche universitaire et dans les mouvements de jeunes et étudiants.

RECOMMANDATIONS DE RÉPONSE DE CRISE POUR LES BAILLEURS DE FONDS

- ▶ Appuyer la création et le renforcement des réseaux d'action d'urgence pour répondre aux situations de crise.
- ▶ Créer et mettre à disposition plus rapidement des fonds à la demande pour répondre aux besoins de sécurité accrus des activistes, en particulier dans les contextes ruraux.
- ▶ Financer le soutien psychosocial des activistes et des défenseur-euse-s des droits humains pour maintenir leur concentration et leur santé mentale individuelles et collectives constamment menacées.
- ▶ S'occuper de la population vénézuélienne réfugiée LGBTI, et surtout des besoins des personnes qui sont séropositives ou qui vivent avec le SIDA.

POUR LES CHERCHEUR·EUSE·S

- ▶ Pratiquer une utilisation responsable des données recueillies en reconnaissant et en respectant les pratiques des acteur·ice·s et des groupes sociaux LGBTI et la nécessité qu'illes ont d'être associé·e·s à la construction des connaissances.
- ▶ Communiquer avec un groupe ou une communauté seulement si le·a chercheur·euse est disposé·e à partager ses conclusions et à recevoir des commentaires.
- ▶ Reconnaître les sujets comme des producteur·ice·s de connaissances, pas seulement comme des sources de données. Faire de l'espace pour que les sujets puissent se réapproprier l'autonomie de leurs voix et de leurs luttes.
- ▶ En cas de conduite de recherche participative, travailler à partir de la réalité des personnes, pour les personnes, avec les personnes, et conserver l'accent sur la perspective des personnes.
- ▶ Avant de solliciter des entretiens, des enquêtes et autres collectes de données, effectuer une préparation préalable pour éviter de reproduire des actes discriminatoires et de travailler à partir de stéréotypes.
- ▶ Utiliser une optique analytique intersectionnelle pour comprendre les multiples systèmes d'oppression qui se superposent, en particulier dans le travail avec les populations LGBTI afro-descendantes et indigènes.
- ▶ Créer les méthodologies nécessaires pour analyser les stratégies de communication sur WhatsApp et autres plateformes de médias sociaux privés.
- ▶ Concevoir des projets de recherche qui aident à comprendre le contexte politique actuel et les meilleures stratégies pour contrer les attaques religieuses et politiques conservatrices.
- ▶ Élaborer des programmes de recherche sur les populations LGBTI déplacées et les réfugié·e·s LGBTI vénézuélien·ne·s bloqué·e·s en transit et qui ne peuvent pas se rétablir.
- ▶ Chercher à faire de la recherche qui soutient la reconstruction de la pluralité de la mémoire historique LGBTI.



MÉTODOLOGIE

■ La conception méthodologique de cette enquête comprend une révision bibliographique des documents, une enquête et des entretiens virtuels, ainsi que des recherches de terrain en Colombie, y compris des entretiens avec des expert·e·s et des organisations LGBTI, la participation à un rassemblement national LGBTI clé, la consultation d'activistes-chercheur·euse·s clés et du personnel de la Commission de la Vérité, et un groupe de réflexion. La chercheuse principale (CP) et l'assistante de recherche (AR) ont mené des recherches intensives en Colombie entre avril et juillet 2019. Les documents primaires et secondaires produits par les universitaires, les activistes et les militant·e·s colombien·ne·s constituent la majorité des sources textuelles citées. Deux des principales limites de ce rapport sont le manque d'information sur le mouvement trans et l'accent mis sur la capitale, Bogotá.

Les entretiens et les documents ont été recueillis auprès des organisations bénéficiaires d'Astraea suivantes : GLEFAS, Mujeres al Borde, Colombia Diversa, Santa María Fundación et Caribe Afirmativo. En outre, des entretiens et des documents ont aussi été recueillis auprès de la Plataforma LGBTI por la Paz, Viva la Ciudadanía, Planeta Paz, Red GPAZ, Fondo Lunaria, le Fonds d'Action Urgente pour l'Amérique Latine et Red Comunitaria Trans.

Pour répondre à la première limite concernant le manque d'information sur le mouvement trans et son histoire, la CP a conçu une enquête sur les groupes autonomes régionaux qui se concentrent sur les personnes, les luttes et les questions trans. L'objectif de cette enquête était de recueillir des informations sur les diverses articulations du mouvement trans à travers la Colombie. Cette enquête était nécessaire car les personnes trans sont moins représentées dans les espaces activistes et militants formels. Les cinq groupes étudiés étaient Grupo de Acción y Apoyo a Personas Trans, Armario Abierto, Raras y no tan

Raras, Red de Mujeres Trans del Eje Cafetero, et Asociación Jóvenes Benkos Ku Suto.

Pour répondre à la deuxième limite, en ce qui concerne l'accent mis sur la capitale de Bogotá et le fait que la majorité des informations et des sources proviennent de la capitale, le rapport porte son attention sur Barranquilla pour offrir un point de référence régional supplémentaire. Ceci s'ancre dans le travail considérable de Caribe Afirmativo dans la région atlantique colombienne. De plus, un groupe de réflexion a été tenu à la Casa de Paz de Caribe Afirmativo à La Soledad.

En outre, pour placer les entretiens et les documents dans un contexte national plus large, l'AR a assisté au rassemblement national des dirigeant·e·s politiques LGBTI le 16 mai 2019 à Bogotá. Ce rassemblement national d'une journée a eu lieu dans le cadre de la programmation de la conférence plus large sur le Leadership politique LGBTI en Amérique Latine et dans les Caraïbes, el Encuentro de Liderazgos Políticos de América Latina y el Caribe. Des activistes et militant·e·s LGBTI de 12 départements différents de Colombie ont participé et présenté leurs questions et leurs priorités de programme politique.



Santamaría Fundación, 2018.

NOTES

- 1 Oettler, Anika. (2019) “The Struggle for Gendered Peace and LGBT Rights in Colombia” dans Documents de travail sur la Violence, la Sécurité et la Paix No. 2 du Réseau Europe et Amérique Latine sur la Violence, la Sécurité et la Paix.
- 2 Repris de : “Colombia: Human Rights Defenders in Danger” <https://www.amnesty.org/en/latest/campaigns/2018/05/colombia-humanrights-defenders-need-protection/> et de : “Colombia 2017-2018” <https://www.amnesty.org/en/countries/americas/colombia/report-colombia/>
- 3 World Fact Book, Colombie, repris de : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/co.html>
- 4 Ibid.
- 5 Departamento Nacional de Planeación. Elementos básicos sobre el Estado colombiano. Bogotá D. C., Colombia. Février 2010. 58.
- 6 Demir, Jarrod. (2018) “Understanding the Causes of the Colombia Conflict” Colombia Reports, repris de : <https://colombiareports.com/understanding-the-causes-of-colombias-conflict-land-ownership/>
- 7 Voir <https://www.escri-net.org/rights> au 18 novembre 2019.
- 8 Colombia Diversa et Caribe Afirmativo (2019) “¡Es Ahora! Investigación de Derechos Económicos, Sociales y Culturales de personas afrodescendientes e indígenas LGBT, en cinco municipios de Colombia” (5).
- 9 Interview de Wilson Castañeda, directeur de Caribe Afirmativo.
- 10 Alsema, Adriaan. (avril 2018) “Colombia’s War Victims: The Numbers” Colombia Report, repris de : <https://colombiareports.com/colombias-war-victims-the-numbers/>
- 11 Repris de : <https://data.worldbank.org/country/colombia>
- 12 Arbeláez Jaramillo, Natalia. (juin 2019) “La ideología de género solo es parte de una gran contra- movilización” La Silla Académica, repris de : https://lasillavacia.com/silla-academica/universidad-los-andes-facultad-ciencias-sociales/ideologia-genero-solo-parte-gran-movilizacion-fbclid=IwAR1OQn5jlme denLWDcoNAoIqxHGzL_RM391K3Qf7PSyxwZfDBWrt5L8uVM
- 13 Les références comprennent : Corporación Caribe Afirmativo. 2015. Una Mirada a la Participación Política de las personas LGBT en Movimientos y Partidos Políticos en Colombia 2014. Colombia Diversa, “Situación de derechos humanos de las personas LGBT en Colombia, 201-2015” informe alterno para el séptimo examen del Estado colombiano ante el Comité de Derechos Humanos de la Organización de las Naciones Unidas. Ángela Rojas Vargas. “Comunidad LGBTI: dos décadas de lucha” El Espectador 11 junio 2012. 50 hitos que nos llenan de orgullo, Colombia Diversa, documento interno. Sánchez Barrera, Esther Lucía. “El movimiento LGBT(I) en Colombia: la voz de la diversidad de género. Logros, retos y desafíos” Reflexión Política, vol. 19, núm. 38, enero-junio, 2017, pp. 116-131. Jorge Mejía Turizo et Maury Almanza Iglesia, “Comunidad Lgbt: Historia y reconocimientos jurídicos” Revista Justicia, No. 17—pp. 78-110—Junio 2010. Maza Rodríguez, Luis Gerardo. Movimiento LGBTI en Colombia: Un Acercamiento al Contexto Histórico-político desde los Acontecimientos de Mayo del 68 y las Revueltas de Stonewall Inn que Dieron Origen al Surgimiento del Movimiento LGBTI en Colombia. Tesis de grado. 2017
- 14 Serrano Amaya, José Fernando. (2013) “Agenciamiento e (in)visibilidad de la diversidad sexual y de género en la construcción de paz” in Serrano Amaya, José Fernando et Adam Baird eds. Paz, paso a paso: Una mirada a los conflictos colombianos desde los estudios de paz Bogotá: Pontificia Universidad Javeriana (61)
- 15 Ibid. (54)
- 16 Bello Ramirez, Jeisson Alanis et Esguerra Muelle, Camilla (2014) “Interseccionalidad y políticas públicas LGBTI en Colombia: usos y desplazamientos de una noción crítica” Revista de Estudios Sociales No. 49 (22)
- 17 Serrano Amaya, José Fernando. (2013) “Agenciamiento e (in)visibilidad de la diversidad sexual y de género en la construcción de paz” in Serrano Amaya, José Fernando et Adam Baird eds. Paz, paso a paso: Una mirada a los conflictos colombianos desde los estudios de paz Bogotá: Pontificia Universidad Javeriana (62)
- 18 Centro Nacional de Memoria Histórica. 2019. Ser Marica en Medio del Conflicto Armado: Memorias de sectores LGBT en Magdalena Medio (14)
- 19 Caribe Afirmativo, Colombia Diversa et Organización Internacional para las Migraciones. 2019. “¡Es Ahora! Investigación de Derechos Económicos, Sociales y Culturales de personas afrodescendientes e indígenas LGBT, en cinco municipios de Colombia.” (12)
- 20 Corrales, Javier. (2014) LGBT Rights and Representation in Latin America and the Caribbean: The Influence of Structure, Movements, Institutions and Culture. LGBT Representation and Rights Initiative at the University of North Carolina at Chapel Hill. (19)
- 21 Interview de Marcela Sánchez de Colombia Diversa.
- 22 ARTÍCULO 13. “Todas las personas nacen libres e iguales ante la ley, recibirán la misma protección y trato de las autoridades y gozarán de los mismos derechos, libertades y oportunidades sin ninguna discriminación por razones de sexo, raza, origen nacional o familiar, lengua, religión, opinión política o filosófica.”
- 23 Astraea, 2015. Colombia LGBTI Landscape Analysis of Political, Economic, and Social Conditions. (5)
- 24 Rojas Vargas, Ángela. (2012) “Comunidad LGBTI: dos décadas de lucha”, El Espectador, repris de : <https://www.elespectador.com/noticias/judicial/comunidad-lgbti-dos-decadas-de-lucha-articulo-352524>
- 25 Voir les décisions de la Cour Constitutionnelle T-539/94 et C-098/96
- 26 Corporación Caribe Afirmativo. (2015) DES-ARMAR SEXUALIDADES Personas LGBTI y aplicación de la Ley de Víctimas en el Caribe colombiano (19)
- 27 Flórez, María (Dec 2014) “‘Botalón’ persiguió a comunidad LGBTI” El Espectador, repris de : <https://www.elespectador.com/noticias/judicial/botalon-persiguió-comunidad-lgbti-articulo-534985> 45 Astraea, Fondation Lesbienne pour la Justice | La trajectoire en spirale du mouvement LGBTI : Des processus de paix aux avancées légales et juridiques, et inversement
- 28 Comisión Interamericana de Derechos Humanos. (2019) Reconocimiento de Derechos de Personas LGBTI (79-80)
- 29 Ibid. (102-103)
- 30 “El fiscal LGTBI” (2015) Semana, repris de : <https://www.semana.com/enfoque/articulo/mauricio-noguera-el-fiscal-lgtbi/432823-3>

- 31 Murad Rodríguez, Salua. (octubre 2018) “La expectativa de vida de un trans es de 35 años” El Espectador, repris de : <https://www.elespectador.com/noticias/bogota/la-expectativa-de-vida-de-un-trans-es-de-35-anos-articulo-818106>
- 32 Repris de : <https://colombiadiversa.org/base-datos/nacional/>
- 33 Caribe Afirmativo, Gay and Lesbian Victory Institute et l’Observatorio de Participación Política de las personas LGBTI en Colombia (2014) Una Mirada a la Participación Política de las personas LGBTI en Colombia (5).
- 34 Observatorio de Participación política de personas LGBTI en Colombia (2016) Rutas para la inclusión de personas LGBTI en los partidos y movimientos políticos de Colombia.
- 35 Repris de : <http://participacionpolitica.caribeafirmativo.lgbt/candidaturas-lgbt/>
- 36 “Estatutos del Partido Fuerza Alternativa Revolucionaria del Común” Repris de : <http://www.partidofarc.com.co/sites/default/files/ESTATUTOS%20DEL%20PARTIDO.pdf>
- 37 Herrera Durán, Natalia. (décembre 2017) “Lulú, ya no será la candidata trans de la Farc” El Espectador, repris de : <https://www.elespectador.com/colombia2020/politica/lulu-ya-no-sera-la-candidata-trans-de-la-farc-articulo-856135>
- 38 Cesar, Putumayo, Bogotá DC, Magdalena, Bolívar, Valle del Cauca, Quindío, Nariño, Santander, Guaviare, Cauca, Atlántico.
- 39 Comisión Interamericana de Derechos Humanos. (2019) Reconocimiento de Derechos de Personas LGBTI
- 40 Rapport périodique universel sur la Colombie de 2018, 3ème cycle, 30ème session. Liste thématique des Recommandations (5-6). Repris le 9 décembre 2019: <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/UPR/Pages/COIndex.aspx>
- 41 Femmes au bord
- 42 Repris de : <https://carnavalgaydebarranquillayatlantico.org/quienes-somos/>
- 43 Representant·e·s de Pasto à la Rencontre des Leaders Politiques LGBTI d’Amérique Latine et des Caraïbes. Juin 2019.
- 44 Centro Nacional de Memoria Histórica (2018) Un Carnaval de Resistencia: Memorias del Reinado trans del Río Tuluñí Bogotá: CNMH. (234)
- 45 Caribe Afirmativo. (2017) Arcoiris en Blanco y Negro: Reflexiones en torno a derechos, condiciones de vida, y construcción de paz de personas LGBTI en el Caribe colombiano.
- 46 Repris de : <http://glefas.org/nosotras/>
- 47 Documentaire “Familia” señal colombia.com
- 48 Comisión Interamericana de Derechos Humanos. (2019) Reconocimiento de Derechos de Personas LGBTI (54-55)
- 49 Caribe Afirmativo. 2015. Des-Armar Sexualidades: Personas LGBTI y aplicación de la Ley de Víctimas en el Caribe colombiano.
- 50 Género en la Paz - GPaz (Octubre 2018) La paz avanza con las mujeres: Observaciones sobre la incorporación del enfoque de género en el Acuerdo de Paz (16)
- 51 Aniquilar la Diferencia: Lesbianas, Gays, Bisexuales, y Transgeneristas en el Marco del Conflicto Armado Colombiano (2015), Una Carnaval de Resistencia: Memorias del Reinado Trans del Río Tuluñí (2018) and Ser Marica en Medio del Conflicto Armado: Memorias de sectores LGBT en Magdalena Medio (2019).
- 52 Ibid. (7)
- 53 Ibid. (22)
- 54 National Security Archive (Novembre 2018) “Colombia Truth Commission Opens Doors, But Faces Significant Barriers to Access” Repris de : <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/colombia/2018-11-29/colombia-truth-commission-opens-doors-faces-significant-barriers-access>
- 55 Repris de : <https://comisiondelaverdad.co/encuentro-por-la-verdad-mi-cuerpo-dice-la-verdad>
- 56 Ávila Cortés, Carolina. (Mar 2019) “JEP recibe primer informe sobre persecución a población LGBT en el conflicto armado” El Espectador, repris de : <https://www.elespectador.com/colombia2020/jep/jep-recibe-primer-informe-sobre-persecucion-poblacion-lgbt-en-el-conflictoarmado-articulo-857813>
- 57 Moreno Barreto, Juan David. (Juillet 2018) “Caso 002 en la JEP: por la verdad de lo ocurrido en Tumaco, Barbacoas y Ricaurte” El Espectador, repris de : <https://www.elespectador.com/colombia2020/jep/caso-002-en-la-jep-por-la-verdad-de-lo-ocurrido-en-tumaco-barbacoas-yricaurte-articulo-856929>
- 58 Justicia para la Paz (Septembre 2018) “El caso 004 de la JEP le pondrá la lupa al Urabá” El Espectador, repris de : <https://www.elespectador.com/colombia2020/jep/el-caso-004-de-la-jep-le-pondra-la-lupa-al-uraba-articulo-857181>
- 59 Repris de : <https://lgbtiporlapaz.wixsite.com/lgbtiporlapaz/documentos-de-interes>
- 60 Caribe Afirmativo et Colombia Diversa. (2017) La Discriminación, Una guerra que no termina.
- 61 Diana Granados Soler, Marcela Amador Ospina 2018 “Antiderechos e ideología de género en Colombia: ¿Cómo romper el cerco?” Fondo Lunaria (20)
- 62 Comisión Interamericana de Derechos Humanos. (2019) Reconocimiento de Derechos de Personas LGBTI (129)
- 63 Ibid.
- 64 Comisión Interamericana de Derechos Humanos. (2019) Reconocimiento de Derechos de Personas LGBTI (67)
- 65 Colombia Diversa, Informe Alternativo par el Séptimo Examen del Estado Colombiano ante el Comité Derechos Humanos de la Organización de las Naciones Unidas 2010-2015
- 66 PC, Zoe. (Juillet 2019) “Protests Planned Across Colombia in Defense of Social Leaders” News Click, repris de : <https://www.newsclick.in/index.php/protests-planned-across-colombia-defense-social-leaders>

Astraea, la Fondation Lesbienne pour la Justice est la seule organisation philanthropique qui travaille exclusivement à l'avancée des droits LGBTQI à travers le monde. Nous soutenons des centaines de partenaires bénéficiaires brillants et courageux aux États-Unis et à l'international, qui luttent contre l'oppression et sèment le changement social. Nous travaillons pour la justice raciale, économique, sociale et de genre, car tout le monde a le droit de vivre sa vie librement, sans peur et avec une profonde dignité.

Astraea Lesbian Foundation for Justice

116 East 16th Street, Fl 7

New York, NY 10003

212.529.8021

info@astraeafoundation.org

www.astraeafoundation.org



Astraea LESBIAN FOUNDATION FOR JUSTICE